

enda



RAPPORT 2016

45 ANS
d'alternatives
pour de véritables
transformations sociétales

© enda tm

© Août 2017 - enda tiers monde
Citation : *45 ans d'alternatives pour de
véritables transformations sociétales*
Dakar, Sénégal, Août 2017, 76 pages

Responsable de la publication : Moussa MBAYE

Coordination : Mouhammad Fatih MBENGUE

Infographie : Alassane DIOP

Contributeurs : Habib THIAM, Jean Philippe THOMAS
Cheikh GUEYE, Moussa TALL

Photos : Enda TM (sauf P.15)

Ouvrage disponible auprès d'ENDA TIERS MONDE :
Complexe SICAP-Point E - avenue Cheikh Anta Diop

BP : 3370 - DAKAR (Sénégal)

Tél. : +221 33 869 99 61

+221 33 869 99 48

Email : se@endatiersmonde.org

Web : www.endatiersmonde.org

*La reproduction de cette publication à des fins non commerciales,
notamment éducatives, est permise, sans autorisation écrite préalable
du droit d'auteur, à condition que la source soit clairement indiquée.*

enda

45 **ANS**
d'alternatives
pour de véritables
transformations sociétales

rapport annuel 2016

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	5
MESSAGE DU SECRETAIRE EXÉCUTIF	6
PREMIÈRE PARTIE De nouvelles clés de lecture des mécanismes de transformation sociétale.....	10
DEUXIÈME PARTIE Activités du secrétariat exécutif.....	20
TROISIÈME PARTIE Panorama des activités des membres du Réseau Enda TM en 2016.....	30
1. Enda-Colombie.....	32
2. Enda-Dominicana.....	34
3. Enda-Ethiopie.....	36
4. Enda-Europe.....	38
5. Enda-Interarabe.....	40
6. Enda-Madagascar.....	42
7. Enda-Mali.....	44
8. Enda-Vietnam.....	46
9. Enda-Cacid.....	48
10. Enda-Diapol.....	50
11. Enda-Eau Populaire.....	52
12. Enda-Ecopole.....	54
13. Enda-Ecopop.....	56
14. Enda-Energie.....	58
15. Enda-Graf-Sahel.....	60
16. Enda-Jeunesse Action.....	62
17. Enda-Lead Afrique.....	64
18. Enda-Madesahel.....	66
19. Enda-Pronat.....	68
20. Enda-Rup.....	70
21. Enda-Santé.....	72
LISTE DES ENTITÉS D'ENDA	74

SIGLES ET ACRONYMES

AFD	Agence française de développement
APD	Aide publique au développement
BADEA	Banque arabe de développement économique en Afrique
BRACED	Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters
CARIMA	Centres d'accompagnement pour la réinsertion et l'insertion des migrants africains
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique
CCP-AU	Center for Citizen Participation to AU
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CGLU	Cités et gouvernements locaux unis
CNCR	Conseil national de concertation et de coopération des ruraux
CNRF	Commission nationale de réforme foncière
CONGAD	Conseil des organisations non gouvernementales d'appui au développement
COP	Conference of the Parties (Conférence des parties)
CRAFS	Cadre de réflexion et d'action sur le foncier au Sénégal
DECLIC	Défis climatiques et citoyenneté
GPR2C	Global Platform for the Right to the Cities
ENDA TM	Environnement et développement du Tiers Monde
FEVE	Frontières et vulnérabilités au VIH en Afrique de l'Ouest
FOSCAO	Forum des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest
FSA	Forum social africain
FSM	Forum social mondial
GENDDER	Genre et développement durable en réseau
IEC	Information éducation communication
INDC	Intended Nationally Determined Contributions
IPF	Initiatives populaires d'éducation et de formation
IRISS	Interactions recherche innovations sciences et société
MAEJT	Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCB	Organisation communautaire de base
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisations de la société civile
OSIWA	Open Society Initiative for West Africa
OXFAM	Oxford Committee for Famine Relief
PAOS	Plan d'aménagement et d'occupation des sols
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
POSCAO	Plateforme des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest
PPTE	Pays pauvres très endettés
PSE	Plan Sénégal émergent
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
REPAOC	Réseau des Plates-Formes d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre
RSE	Responsabilité sociale d'entreprise
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
WSUP	Water & Sanitation for the Urban Poor

Message du Secrétaire Exécutif



Moussa MBAYE

Un monde de paradoxes

Le Monde s'enrichit. Le plus grand nombre sombre dans la pauvreté. La taille de l'économie mondiale a plus que doublé au cours des 30 dernières années. Mais cela ne profite qu'à une minorité. Les inégalités atteignent un niveau difficilement supportable. Le fossé entre les riches et les pauvres est plus abyssal que jamais. Et, qu'on le reconnaisse ou pas, ceci est la plus forte menace pour la cohésion, la paix et la sécurité dans le monde ! Nous vivons, de plus, une crise écologique majeure, conjointement à une succession de crises (financière, alimentaire, énergétique, etc.) elles-mêmes imbriquées.

La faim continue de tuer. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 1,3 milliard de tonnes de nourriture sont jetées ou perdues chaque année, ce qui correspond au tiers(1/3) des aliments produits sur la planète ! Avec ce que l'Europe jette chaque année à elle seule, on pourrait nourrir 1 milliard de personnes, soit quasiment l'intégralité des personnes qui souffrent de malnutrition dans le monde.

Manger sain, même quand il y a suffisamment de nourriture, est une gageure, devant l'envahissement des produits des multinationales agroindustrielles, vendus sous cellophane dans la grande distribution, sauf pour ceux/celles qui ont les moyens de s'approvisionner en produits bio ou qui

peuvent encore «cultiver leur propre jardin». Mais l'urbanisation effrénée, combinée à la croissance démographique, change les modes de vie avec un impact sur la famille, la santé, les relations urbain-rural, etc. Le Savoir fonde une nouvelle économie, tandis que les mutations technologiques (qui vont changer radicalement le visage de ce monde) ne créent pas d'emplois ou, tout au moins, en supprimant autant qu'elles en créent. De puissantes ressources éducationnelles sont disponibles comme jamais sur la planète, mais il reste encore 758 millions d'adultes analphabètes à travers le monde, pour la plupart des femmes.

Les guerres et les conflits se multiplient et s'installent comme une routine au cœur de la vie des nations, marquée par le règne des extrémismes violents et des fondamentalismes religieux ou athées. L'industrie des armements est aujourd'hui plus que florissante. La préoccupation sécuritaire domine dans tous les pays, avec de fortes restrictions des droits et libertés individuels et/ou collectifs. Les hégémonies classiques sont compromises, du moins fortement remises en cause et contestées. Face à cette situation, l'heure serait venue pour le «tiers-monde» en général et l'Afrique en particulier, de constituer une alternative en devenant un véritable protagoniste respecté quant à la marche du Monde. Mais l'image du « mendiant assis sur une mine d'or » ne quitte pas encore le continent africain, car le paradoxe entre l'extrême pauvreté qui sévit en Afrique et la richesse tout aussi extrême de sa nature a de quoi révolter.

Peut-on (vraiment) faire bouger les lignes ?

Pour tous ceux qui se sont dévoués des décennies durant à la lutte contre les pauvretés, à la préservation de l'environnement, à la paix et la sécurité universelles, une question reste lancinante : saurons-nous un jour renverser définitivement cet état des lieux ? Comment faire pour agir, non pas marginalement mais, de façon à aménager **un autre ordre sociétal** plus satisfaisant ?

La sensation d'être dans l'impasse est très largement partagée. Si certains se plaignent d'être sous le joug de dirigeants inamovibles, d'autres expérimentent avec amertume une suite d'alternances (politiques) sans alternatives. « On prend d'autres, et on recommence ! ». Plus ça change, plus c'est pareil. A la « lassitude de l'aide », se surajoute le découragement citoyen.

En Occident comme dans le(s) Sud(s), on semble s'être donné le mot, chacun faisant profession de foi d'être contre «Le système». Hydre à mille têtes ou sphinx renaissant toujours de ses cendres, « **le système** » fait montre d'une extraordinaire capacité de recyclage à l'identique dans l'appareil nouveau. Face à ce malaise, une des « réponses » en vogue est malheureusement un souverainisme étriqué, autrement dit le repli sur soi, certains pensant naïvement pouvoir s'en sortir tandis que les autres souffrent.

Face aux impasses, et après les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) -qui visaient à réduire l'incidence de la pauvreté et les «externalités négatives» du «système» - les Nations-Unies ont lancé en 2015 **un ambitieux programme, un agenda universel qui se veut transformateur**, cette fois d'ici 15 ans. Il s'agit des Objectifs de Développement Durable (ODD) et de l'Agenda 2030.

Promouvoir et assurer le suivi-évaluation de véritables changements

Dans le parcours du Réseau International Enda tiers-monde, la remise en cause est permanente car consubstantielle à l'approche de recherche-action transformative qui la caractérise. Ce souci se rattache à la nécessité de vérifier en permanence la pertinence de notre mission et la réalité des effets structurants de nos actions. A chaque étape, s'assurer que nous ne sommes pas seulement dans la rhétorique avec notre slogan « bâtisseurs d'alternatives », mais que nous pouvons l'établir objectivement pour nous-mêmes, les groupes avec lesquels nous œuvrons et ceux qui nous soutiennent ? Dans ce cadre, quelle est la plus-value du Réseau en tant que tel, au-delà d'une simple concaténation des réalisations individuelles des entités ? Formons-nous effectivement une force collective qui génère qui apporte un plus dans les transformations visées au niveau des politiques, des stratégies et des pratiques ? Etant donné la grande diversité thématique et géographique du Réseau, comment se construisent les transversalités dans les interventions et, en conséquence, dans le suivi-évaluation des transformations ?

D'où un chantier important à Enda qui porte sur la promotion de véritables transformations sociales, politiques, économiques, culturelles

Tous les changements ne se valent pas. L'urgent, est de voir dans quelle mesure s'assurer de produire des changements qui entraînent une conversion des structures profondes à la base de l'état des lieux et des tendances mondiales ? Le caractère « transformateur » est proclamé, mais cela ne suffit pas. Car plusieurs actions présentées comme refondateuses ou de rupture ne font que contribuer à reproduire le système combattu en éliminant les aspérités les plus insoutenables tandis que les changements produits restent non significatifs, les effets demeurant marginaux. Il ne suffit pas de s'entendre, même entre 193 pays, sur des objectifs, des résultats, des indicateurs. Transformer le monde, c'est forcément, en même temps que l'action résolue, se poser la question « *pourquoi ça bloque et qu'est-ce qui empêche les (véritables) changements, malgré tous les efforts fournis ?* »

et environnementales. En effet, Enda TM, [qui] a voulu « sortir des sentiers battus » du cadre logique et de la gestion du cycle de projet a lancé cette année un processus de recherche-action sur les stratégies et méthodes de **suivi-évaluation stratégiques** qui, au-delà de résultats et performances, cible les changements affectant durablement l'ordre social et ses mécanismes fondamentaux.

Les **enjeux** qui se rattachent à ce chantier sont divers, mais chacun d'eux est déterminant pour l'avenir du Réseau :

- Renforcer les capacités d'analyse des évolutions du contexte et des mécanismes fabriquant les pauvretés et les inégalités, pour asseoir la pertinence de nos objectifs et stratégies ;
- Vérifier régulièrement la pertinence, l'efficacité et l'efficience de nos missions, actions et formes organisationnelles par rapport aux défis de ce contexte ;
- Développer la réflexivité pour bâtir des alternatives véritables ;
- Influencer significativement sur les débats publics, les politiques et les pratiques de changement politique, social, culturel et environnemental ;

- Se rendre compte des progrès, impasses et pistes d'innovation pour nous-mêmes, nos partenaires (terrain, techniques, financiers, etc.) ;
- Capitaliser et systématiser les leçons apprises de nos expérimentations ;
- Communiquer efficacement pour accroître notre crédibilité.

Si nous voulons sortir des impasses actuelles et « faire bouger les lignes », nous devons approfondir les réflexions sur les mécanismes qui bloquent les changements à l'intérieur de nos sociétés et institutions tout en alignant en face des réponses adéquates, **pour bâtir des alternatives véritables, endogènes et durables.**

La définition d'**indicateurs de changement** à même de capter les transformations structurelles dans les enjeux clés (identifiés aux niveaux économique politique, socio-culturel, environnemental, institutionnel, etc.), ainsi que le dispositif d'évaluation stratégique seront des contributions importantes d'Enda

afin que le caractère transformateur et le principe du « leave no one behind » promis par l'Agenda 2030 soient des réalités palpables.

Pour « **faire des ODD une réalité** », Enda Tiers Monde estime que les transformations des modèles de développement, des comportements, etc., sont au cœur du processus de l'agenda 2030 et méritent une attention et une analyse tout aussi prégnantes que les ODD eux-mêmes. Dans le même sens, la **mise en œuvre des ODD conduit à passer d'objectifs de résultats à des objectifs de moyens.** En effet, dans l'agenda 2030, on raisonne sur une vision idéaliste, à savoir : la description d'un monde durable en 2030 à partir des ODD. Une vision pragmatique consiste à définir, étape par étape, les moyens nécessaires pour parvenir à plus de durabilité sans détailler à l'avance le gain en durabilité que l'on obtiendra comme dans les ODD actuellement. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les propositions alternatives des membres du réseau ENDA, pour de véritables transformations.

L'ensemble des entités du Réseau Enda et les actions transversales contribuent à la réalisation du changement ci-dessous formulé :

Passer d'un système sociétal qui détruit l'environnement et fabrique les inégalités à une société co-produite, fondée sur l'égalité, la participation citoyenne et la convivialité avec l'environnement, une société où les droits économiques, culturels, sociaux et politiques des plus vulnérables sont garantis.



enda

Un Rapport pour l'Afrique et par l'Afrique



A Report for Africa and by Africa

PREMIÈRE PARTIE

De nouvelles clés de lecture des mécanismes de transformation sociétale

Plusieurs tendances notées actuellement dans la marche du monde semblent conforter Enda dans son ambition fondamentale de contribuer, au Nord comme au Sud, à « *passer d'un système sociétal qui détruit l'environnement et fabrique les inégalités à une société coproduite, fondée sur l'égalité, la participation citoyenne et la convivialité avec l'environnement, où les droits économiques, culturels, sociaux et politiques des plus vulnérables sont garantis* ». La perte de repères et les nombreuses impasses qui se traduisent de nos jours par autant de crises systémiques et sectorielles, posent la question de l'insuffisance des analyses et des propositions avancées çà et là pour expliquer la réalité et trouver des solutions. D'où l'urgence pour Enda de proposer de nouvelles clés de lecture des mécanismes fondamentaux qui actionnent les institutions et les sociétés en général. C'est ce qui permettra d'envisager des solutions



innovantes et inclusives, qui ne laissent pas en rade le plus grand nombre au profit d'une petite caste de nantis, sans commune mesure avec les recettes simplistes vantées par les chantres du « doing business ».

Après l'Accord de Paris : une fissure climato sceptique sur le ciment des certitudes environnementales ?

L'Accord de Paris de 2015 représente certes une avancée significative dans la gouvernance mondiale de l'environnement, mais il ne s'est pour l'instant pas traduit par des mesures significatives susceptibles de produire une réduction des émissions de gaz à effet de serre à la hauteur des défis. Même si des émissions ont pu être évitées suite à la mobilisation à l'échelle mondiale, les années 2016 et 2017 ont été les plus chaudes de l'ère moderne et chaque mois, de nombreuses régions du

monde enregistrent de nouveaux records de chaleur. La décision prise en juin 2017 par l'administration américaine de sortir de l'Accord de Paris sur le changement climatique, quoique déplorable pour la dynamique enclenchée en 2015, a eu le mérite de clarifier les choses. Entre la majorité d'êtres humains qui, de par le monde, constatent quotidiennement les impacts du réchauffement sur leur environnement et recherchent avec lucidité une optimisation des modes de



résilience à l'échelle planétaire, et la minorité de nantis attachés aux énergies fossiles et des illuminés climato sceptiques qui persistent et signent dans leur obstination à nier l'évidence, le choix est clair : relever le défi de la transition écologique avec une option pour une redynamisation de l'économie par la création de millions d'emplois dans l'énergie propre, ou s'abandonner à la facilité d'une dangereuse fuite en avant, avec un modèle d'économie carbonée qui *détruit l'environnement et fabrique les inégalités*.

Au-delà du gros problème de gouvernance démocratique que pose cette décision unilatérale du président Trump (sur une question aussi cruciale pour son pays et pour le monde), qui trouve écho surtout dans les milieux ultraconservateurs de l'Amérique, largement minoritaires dans leur propre pays, la difficulté actuelle réside dans la manière dont les 193 autres pays signataires vont réagir à l'avenir. Le 2e plus gros émetteur de gaz à effet de serre de la planète, après la Chine, avait, sous l'administration Obama, pris l'engagement de réduire ses émissions de 28 à 26 %, d'ici à 2025, afin de « maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale bien au-dessous de 2°C de réchauffement par rapport aux niveaux de la période préindustrielle » (*Accord de Paris*). Cet objectif semble désormais inatteignable, les contributions volontaires des pays signataires de l'Accord n'autorisant pas de toutes façons à garantir sa réalisation.

Car quand bien même chacun des pays signataires de l'Accord honorerait ses engagements initiaux, l'on se dirigerait plutôt vers un réchauffement de 3°C. Avec la sortie des Etats-Unis de l'Accord qui se signalait déjà par son caractère non contraignant, il sera presque impossible d'exiger des pays du Sud, dont la croissance repose sur des secteurs d'activité fortement carbonés, des efforts supplémentaires, au moment où la première puissance mondiale décide de rebrousser chemin.

Mais il faudrait tout de même relativiser ce retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris. Alors que le président Trump juge que sa mise en application coûterait trop cher à son pays, d'autres voix prennent le contrepied de ce jugement et affirment qu'au contraire c'est la non-application de l'Accord qui coûterait à l'économie américaine. Un mouvement citoyen de grande ampleur se soulève aujourd'hui partout en Amérique du Nord et à travers le monde, misant surtout sur le potentiel extraordinaire de création d'emplois dans le secteur très innovateur des énergies propres.

Plusieurs Etats américains ont, par la voix de leur gouverneur, jugé cette décision insensée et inopportune. La Californie qui représente l'équivalent de la 6e économie mondiale, envisagerait même de prendre le relais de l'Etat fédéral sur la scène internationale, renforcée en cela par ses politiques avant-gardistes sur le climat.

Plusieurs grandes mégalo­poles américaines, telles que Chicago, New-York et Miami, ont déjà déclaré, par la voix de leurs maires, qu'elles continueraient à viser une réduction de 80 à 90 % de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Une douzaine de mégalo­poles américaines, dont New-York, Los Angeles et San Francisco, font partie du C40, une alliance mondiale de 91 capitales et mégapo­les du Nord comme du Sud, réunissant un habitant de la planète sur dix, représentant aussi un quart du PIB mondial et presque 3/4 des émissions

de gaz à effet de serre, qui a décidé de respecter les engagements climatiques et de ne pas renoncer à l'objectif d'un réchauffement inférieur à 2°C fixé par la COP 21. Finalement, la résolution des problèmes environnementaux transcende maintenant le cadre des Etats nations pour se porter à des niveaux de décisions beaucoup plus décentralisés : les villes, les communautés rurales, les organisations de la société civile, c'est-à-dire au niveau auquel se pense et se met en œuvre le développement endogène.

Climat, guerres et flux migratoires : des crises humanitaires aux multiples visages

La crise humanitaire et les drames innombrables qui se déroulent actuellement en méditerranée ne sont que le reflet d'un monde plus que jamais fracturé. Si entre 2015 et 2016, le nombre de migrants ayant cherché à rejoindre l'Europe a chuté de plus d'un million à environ 350 000, le nombre de victimes a lui explosé, passant d'environ 3 700 morts en 2015 à plus de 5 000 en 2016, soit une moyenne quotidienne de 14 morts par noyade, asphyxie ou déshydratation. Entre janvier et juin 2017, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a recensé plus de 2 250 morts entre les côtes libyennes et l'Europe, un chiffre certainement sous-estimé qui risque d'exploser durant l'été et l'automne, connus pour être les saisons les plus propices à la traversée de la méditerranée. Avec d'énormes profits, des risques limités et une demande toujours plus forte, le passage des migrants du Moyen-Orient et d'Afrique

vers l'Europe, par la Méditerranée, naguère activité opportuniste de pêcheurs recyclés, de familles de contrebandiers ou de tribus rompues dans la traversée du désert, a connu ces dernières années une véritable reprise en main par des groupes mafieux puissants, plus ou moins liés au terrorisme international et déjà organisés autour des trafics de drogue et d'armes. L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONU­DC) estime à plus de 7 milliards US\$ le chiffre d'affaires annuel du trafic de migrants, ce qui ne pouvait qu'aiguiser les appétits des trafiquants internationaux, allant jusqu'à faire de chefs de guerre ou de clans de riches acteurs de la mafia transfrontalière.

Cependant, malgré les risques, des millions de personnes en Afrique et en Asie sont, encore de nos jours, prêtes à mettre leur vie en jeu pour franchir les frontières d'une Europe occidentale symbole d'opulence.

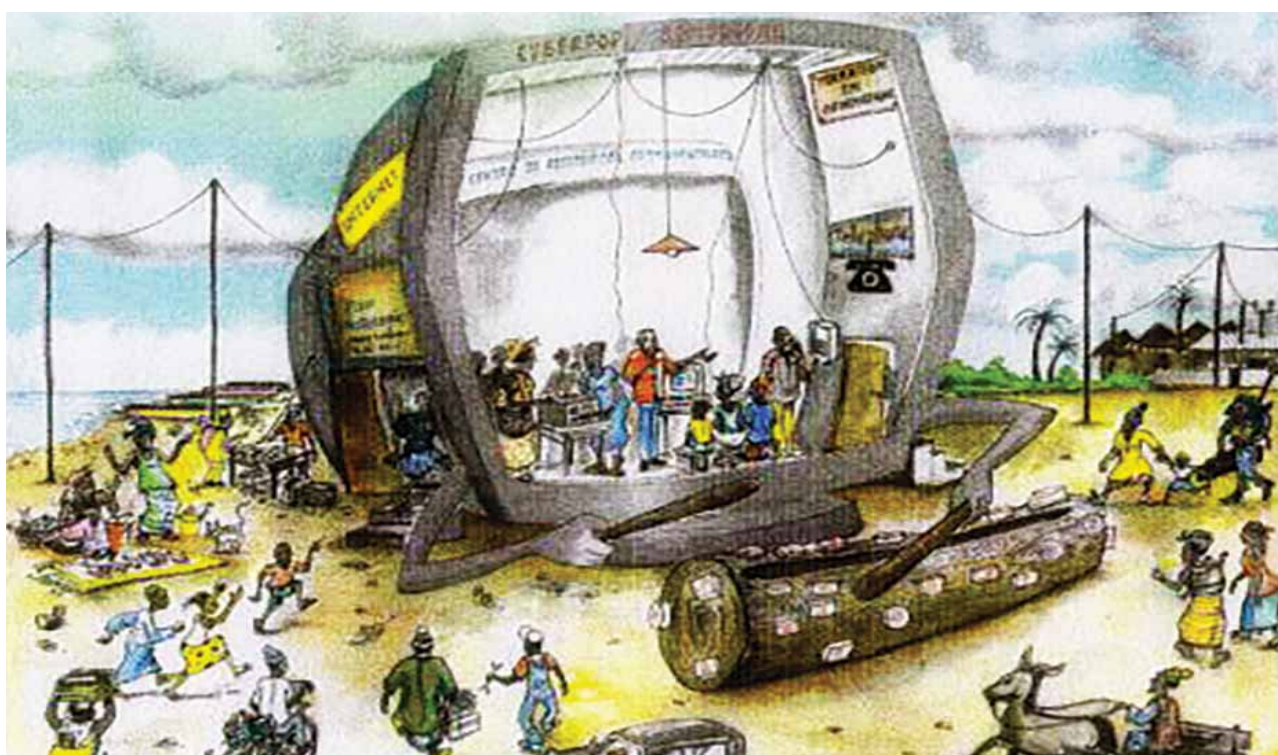


Et aucun langage « de raison » ne semble avoir de prise sur leur volonté inébranlable de fuir les conditions d'existence que leur offre leur pays d'origine, marquées par la pauvreté, l'insécurité, la malnutrition, les guerres, les maladies, le chômage et le non-respect des libertés. Les interactions entre les changements environnementaux et les flux migratoires ont été mises à jour depuis longtemps, ainsi que les impacts sur les communautés d'origine et de destination. La partie sahélienne de l'Afrique de l'Ouest a été, durant plusieurs

décennies, soumise à des stress climatiques et environnementaux caractérisés soit par leur soudaineté (sécheresse, inondations, vagues de chaleur, etc.), soit par leur constance (désertification, érosion, déforestation, etc.).

Ces dérèglements qui génèrent de plus en plus fréquemment des déplacements massifs de populations, viennent s'ajouter à une vulnérabilité sans cesse accrue et constituer ainsi un risque majeur pour la sécurité et la stabilité de la sous-région.

Internet et réseaux sociaux : un pouvoir transformateur et de nouvelles capacités de régulation



Depuis une dizaine d'années tout au moins, Internet et les réseaux sociaux ont mis en exergue les aspects les plus inattendus du pouvoir, ceux qui échappent à l'institutionnalisation, par leur caractère fugace et insaisissable. En facilitant de nombreuses formes collectives d'expression et d'action, créant de ce fait la plus belle expérience d'anarchie maîtrisée de l'histoire humaine et une ouverture sans précédent de l'espace public, le Web 2.0 a donné une nouvelle dimension à la citoyenneté. Il a permis aux catégories sociales les moins favorisées, de conquérir une influence politique sans précédent, bouleversant à jamais le fameux équilibre des pouvoirs. Qu'importe que le pays en question soit démocratique ou auto-

cratique, développé ou non, Internet et les réseaux sociaux ont été plus qu'un facteur de libération des peuples. Ils ont repensé de nouvelles formes de régulation sociale et redessiné les cartes de distribution des pouvoirs à l'échelle planétaire. Le fait que le citoyen lambda ait désormais la possibilité, grâce à un simple smartphone connecté, de publier en temps réel des opinions pouvant être considérées comme « subversives », a permis de tempérer la concentration des médias entre les mains d'intérêts économiques puissants, à leur assujettissement au pouvoir politique, et dans une certaine mesure, à leur tendance à ne relayer qu'une forme de pensée unique. Nonobstant l'accès inégal à la technologie, des médias alternatifs

se proposent de produire et diffuser une information « véritablement libre », indépendante et diversifiée, permettant aujourd'hui à des citoyens marginalisés de remporter des batailles décisives dans leur combat pour une plus grande participation politique.

Ce contexte nouveau adresse en premier lieu les pouvoirs politiques et les Etats qu'ils gouvernent, qui ne parviennent plus à un exercice plein et entier de leur souveraineté numérique, voire de leur souveraineté tout court. Le fait que le Web soit global a occasionné de multiples conflits de juridiction, rendus encore plus saillants par la faible influence qu'ont les Etats sur les multinationales de l'Internet. L'application des législations nationales est alors rendue difficile et dans certains cas impossible, de même que le recouvrement des taxes établies pour le développement même d'Internet, par le biais des infrastructures de réseaux, de l'éducation, de la culture, etc. En ligne de fond de tout cela, se joue le renouvellement des modèles économiques, bordé par des enjeux économiques colossaux qui se cachent derrière une fausse gratuité de beaucoup de services liés au Web. A contrario, beaucoup d'acteurs se coalisent ici pour promouvoir une culture des communs contre l'idéologie propriétaire (logiciels libres, etc.) Les attitudes des Etats, confrontés à ces situations complexes et parfois compliquées, divergent souvent selon la place laissée à la liberté individuelle dans le pays en question. Des Etats qui ne font pas grand cas du respect de certaines libertés, comme l'Iran, la Chine, la Russie ou l'Arabie Saoudite plaident

pour une souveraineté numérique des Etats, afin de rendre possible ou plus aisée la centralisation des réseaux, légalisant ainsi la censure par le filtrage des flux. Ces Etats militent aussi très activement en faveur du placement des diverses modalités de la gouvernance mondiale du Web sous la tutelle institutionnelle d'une structure intergouvernementale, à l'image de l'actuelle Union internationale des télécommunications. A l'opposé, certains Etats, au Nord comme au Sud, membres de la CEDEAO ou de l'Union européenne, certes très attachés à la question de la régulation d'Internet et à la souveraineté numérique, mais plus encore à la préservation du caractère décentralisé de sa gouvernance, font la promotion d'une approche multilatérale au sein d'espaces de concertation dédiés à l'amélioration globale d'un phénomène dont le caractère précaire et perfectible est très majoritairement admis.

Le développement exponentiel de l'Internet et des réseaux sociaux correspond aussi à un renforcement des sociétés en réseau, qui soit dit en passant, se révèle bien congruente avec les caractéristiques des sociétés africaines, qui privilégient plus souvent les liens de solidarité et la mutualisation ; c'est ainsi que se créent de nouvelles formes de régulation qui dessinent peu ou prou les sociétés de demain. Il faut également souligner, notamment pour les pays du Sud, les enjeux de la « bataille des contenus », essentiels pour ancrer la diversité sociale, culturelle, économique et politique comme richesse pour le développement durable.

Consolidation de la démocratie : l'Afrique devra forcément se réinventer

Les modèles de démocratie électoraliste en Afrique ont un caractère assez superficiel, qui explique leurs soubresauts continus, du fait notamment de leur déclenchement à partir de considérations géopolitiques, dans la période d'après guerre froide. Le fameux Discours de La Baule, prononcé par le président François Mitterrand, en juin 1990, dans le cadre du 16e sommet France-Afrique, marque une nouvelle dimension des relations entre la France et les pays d'Afrique subsaharienne, montrant ainsi une volonté d'instaurer une conditionnalité des échanges dans laquelle l'aide sera désormais mesurée à l'aune de la démocratisation et de la « bonne gouvernance ». Plus d'un quart de siècle nous sépare aujourd'hui de ce

moment fatidique qui a inauguré la décennie la plus chaotique de l'histoire africaine post indépendance, marquée par deux génocides (Rwanda et ex-Zaïre) et plusieurs rébellions armées et autres guerres civiles (Sierra-Léone, Libéria, Côte-d'Ivoire, Congo-Brazzaville, Niger, Soudan, Somalie, etc.) qui ont fait plusieurs millions de victimes. Les exemples d'élections contestées ou suivies de violences et d'affrontements inter-ethniques font encore légion de nos jours et les rendez-vous électoraux sont toujours source de vives inquiétudes. Mais ce stress démocratique permanent ne doit pas nous faire oublier les expériences démocratiques réussies, comme au Botswana, au Cap-Vert, au Ghana, au Bénin





ou en Afrique du Sud. Le fait de privilégier une analyse négative des processus électoraux en Afrique devrait être fortement tempéré, car les expériences d'apprentissage démocratique peuvent revêtir des niveaux de difficulté et de tortuosité assez semblables dans des contextes aussi différents que le Myanmar, le Nicaragua, la Russie, le Gabon ou Haïti. Le continent recèle d'authentiques réussites démocratiques, où des élections transparentes et pacifiques aboutissent de manière régulière à des résultats légitimes et reconnus par la grande majorité des élites politiques et des citoyens. Le fameux coup de fil du sortant battu, à l'adversaire nouvellement élu se multiplie et se banalise tant et si bien qu'il est devenu en Afrique le premier indicateur d'une élection réussie et « civilisée ». Une meilleure analyse des phénomènes électoraux dans les pays africains nécessite de résister à la vision « ethnocentrée » de la norme démocratique, refuser que le modèle occidental soit l'unique norme et autoriser des logiques de réappropriation dans les usages de l'acteur politique. Les citoyens africains auraient alors non point l'expérience appauvrissante d'un modèle unique, imposé et rigide de « démocratie importée », mais plutôt la richesse d'un jeu de différents modèles susceptibles d'être adaptés en fonction des situations et des contraintes.

Autrement dit, lorsqu'on s'accorde sur le fait que les systèmes démocratiques en Afrique sont toujours en phase d'institutionnalisation, un coup d'œil sur les trajectoires historiques des systèmes électoraux dans les pays occidentaux peut être riche d'enseignements. Les comportements et les modèles théoriques traditionnellement associés à l'exercice du vote ont toujours été la résultante de longs processus d'apprentissage. Les historiens ont maintes fois montré que l'implantation du suffrage universel dans les pays occidentaux a été, partiellement tout au moins, une longue succession de cas de fraudes dans laquelle la coercition, les bourrages d'urnes et le vote collectif étaient largement répandus. Si les soupçons d'élections truquées existent toujours, même aux Etats-Unis, c'est la répétition des compétitions électorales durant plusieurs décennies qui a permis aux pays occidentaux d'être rompus aux procédures électorales et d'accéder à une nouvelle culture politique. La question de fond est celle du mode de représentation et du caractère authentique et efficace de la participation,

qui reste une problématique à approfondir partout dans le monde, pour sortir de l'hypocrisie d'un certain démocratismement facilement contourné par les pouvoirs financiers. La «mode» des «assemblées constituantes» et les expériences innovantes déclenchées par des citoyens dans plusieurs pays illustrent bien ce besoin de recréer une nouvelle culture politique au Nord comme au Sud. Le lien entre démocratie et développement est également fortement questionné.

Au moment où les exemples de leaders autoritaires dont les pays semblent avancer plus rapidement que leurs voisins font apparemment de plus en plus d'émules, jusqu'au sein des intelligentsias africaines, où des personnalités politiques telles le président Kagamé du Rwanda, récemment réélu avec plus de 98 % des suffrages, semblent réussir là où d'autres stagnent ou échouent, une rapide mise au point s'impose. L'histoire nous a montré que les expériences autocratiques débouchent souvent sur des retours en arrière chaotiques où les prétendus progrès font l'objet d'un rejet comparable à une greffe qui n'aurait pas pris. Certes l'exemple du Ghana est là pour nous montrer qu'un leader charismatique autoritaire, mais désintéressé, peut mener son pays à une démocratie pérenne qui fonctionne. Mais en recherchant un autocrate éclairé, un peuple a 99 % de chances de tomber sur un Mobutu, plutôt que sur un Paul Kagamé ou un Jerry Rawlings. Si l'on veut que le jeu électoral en Afrique soit autre chose qu'un phénomène cosmétique et que les alternances politiques ne soient pas qu'un perpétuel retour du même au même, qui finirait par lasser les citoyens et décourager toute volonté de transformer

positivement et librement la société par une véritable démocratie participative, il faudrait revoir les choses en profondeur.

Trop souvent, la démocratie n'est lue qu'à l'aune de la participation du plus grand nombre et au contrôle du pouvoir par les citoyens eux-mêmes. Mais cette participation est faussée lorsque l'on note un déficit d'éducation tellement grand que la plupart des citoyens peinent à comprendre les vrais enjeux et préfèrent se fier exclusivement à des leaders d'organisations locales prétendant parler en leur nom, mais qui, en réalité, ne défendent que leurs propres intérêts. La démocratie ne se mesure pas simplement à la régularité des alternances au sommet des hiérarchies gouvernementales, qui ne sont qu'une perpétuation des mêmes formes de domination par des personnels politiques différents. Elle doit être constatée à tous les échelons de la société, c'est-à-dire dans les partis politiques, les organisations de la société civile, les associations socioculturelles, les administrations publiques, et même les entreprises... Si les leaders des partis politiques ont un comportement autocratique et restent inamovibles à la tête de la formation politique qu'ils ont créée et qu'ils voient comme leur propriété personnelle, il ne faut pas s'étonner qu'une fois au pouvoir ils considèrent l'Etat comme le prolongement de « leur » parti. Il est tout à fait illusoire et vain d'attendre d'une société dont toutes les composantes se reproduisent de façon non démocratique, qu'elle puisse se transformer positivement par le sommet, à partir d'un jeu électoral prétendument démocratique.

Valoriser l'action d'Enda dans ce contexte et construire les éléments d'une pensée propre

Face à ce contexte, et pour ne pas rester dans un schéma de changements (ou « changements de premier ordre ») qui reconduisent malgré tout un même ordre social générateur d'inégalités, le Réseau Enda se focalise sur des transformations qui touchent aux mécanismes sous-jacents. Ainsi, le Collectif Enda s'est retrouvé sur cinq modes de transformations qui touchent au fonctionnement même des sociétés et institutions (soit des « changements de second ordre ») :

1. Réinventer la gouvernance des territoires, le vivre ensemble et la participation
2. Consacrer de nouveaux modèles de production et de consommation
3. Lever les entraves à la création de coalitions ou d'alliances fortes et durablement dynamiques
4. Lever les entraves à l'engagement citoyen et à la volonté/responsabilité citoyenne
5. Aller à l'encontre de la marchandisation généralisée et requestionner la centralité de l'argent dans les rapports humains et le fonctionnement des sociétés

Réinventer la gouvernance des territoires, le vivre ensemble et la participation est un des principaux objectifs de transformation sociétale d'Enda. C'est ce qui permettrait à toutes les composantes de la population, notamment les plus vulnérables, les groupes ou catégories régulièrement marginalisés ou exclus, de participer activement à la production, l'application, la gestion, l'évaluation et l'évolution des normes, règles et institutions qui organisent le vivre ensemble et les territoires. Cette ambition se retrouve dans nombre d'initiatives mises en œuvre par Enda sur tout le continent africain, notamment avec l'emploi des TIC dans les dynamiques politiques et démocratiques à l'échelon local. Un certain nombre d'expériences, encore largement marquées par le modèle du transfert, ont vu le jour en matière de sites web d'information municipale, de Systèmes d'information géographique (SIG), d'informatisation des services municipaux, ou de création de centres multimédias, participant ainsi à la modernisation des appareils municipaux des villes du Sud. Récemment, des conventions de partenariat entre Enda et

plusieurs municipalités ont permis la mise en place de « YTAX », un système intégré de collecte des taxes locales et de lutte contre l'évasion fiscale dans les collectivités locales par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). Mises à profit pour élargir les cadres de participation citoyenne, ces nouvelles technologies sont donc censées favoriser la transparence et la redevabilité, et améliorer le recouvrement de la fiscalité locale.

C'est dans le même objectif qu'il faut compter les efforts faits pour accompagner les acteurs à aller au-delà des cloisonnements dans lesquels les enferment les découpages territoriaux et administratifs hérités de la colonisation. C'est le cas par exemple des programmes innovants visant à consolider une intégration par le bas, à travers notamment la promotion de la coopération transfrontalière d'initiative locale en matière de paix et sécurité, commerce, culture, etc. Enda fait partie des organisations pionnières en Afrique de l'Ouest sur les questions de coopération



transfrontalière. Sous sa conduite, plusieurs initiatives ont été déroulées durant plus d'une décennie et une coopération de haut-niveau a pu être mise en œuvre avec les institutions d'intégration sous-régionale comme la CEDEAO

Consacrer de nouveaux modèles de production et de consommation devrait permettre de mettre en valeur des pratiques, dispositifs ou structures de coopération, mobiliser intensivement la culture, les ressources et les talents locaux, densifier les échanges et la réciprocité, contribuer à redistribuer les privilèges et les richesses, et améliorer durablement l'environnement, la biodiversité et les patrimoines dans un contexte d'incertitude climatique. Ces mutations sont particulièrement manifestes dans les domaines de satisfaction des besoins des populations utilisant de plus en plus des pratiques saines pour l'environnement : agriculture biologique, énergies renouvelables, gestion rationnelle des ressources naturelles, recyclage des déchets, autant de domaines dans lesquels les membres du réseau Enda sont toujours leaders pour proposer des alternatives. Ainsi, dans nombre de ses expériences en Amérique latine, en Asie et en Afrique, Enda n'a eu de cesse de bâtir des innovations pour de nouveaux modèles de production tenant compte des exigences de la transition énergétique, dans la promotion du produire et consommer local, (que ce soit dans le domaine agricole ou halieutique, ou dans la production d'un habitat adapté aux spécificités culturelles ou climatiques, etc.).

Lever les entraves à la création de coalitions ou d'alliances fortes et durablement dynamiques est une ambition d'Enda qui trouve son illustration à travers notamment la Plateforme des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest (POSCAO), qui est un prototype de société civile coalisée dans la sous-région. Enda coordonne cette plateforme et représente la société civile ouest-africaine dans le Comité régional de négociation de l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest et y joue un rôle reconnu de facilitateur. Enda anime également la thématique « commerce et intégration » pour le FOSCAO et il est membre de « Center for Citizen Participation to AU (CCP-AU) », Point focal « Commerce et intégration » du réseau Africa Trade Network » et des réseaux Cotonou-Trade, Seattle2Brussels, WTO International, Our world is not for sale, etc.

Enda a un partenariat stratégique et des relations de travail proches avec le ROPPA, le REPAOC, OSCAF, etc. A l'échelle locale, Enda cherche toujours à faire prendre conscience aux décideurs de la nécessité d'effectuer des regroupements pour pouvoir régler de manière durable un certain nombre de problèmes, comme c'est le cas pour la gestion des zones côtières face au réchauffement climatique. Cela donne lieu à des regroupements de communes (intercommunalité), à des alliances entre communautés pour régler le problème de la gestion des déchets par exemple... Dans chaque cas, on observe que l'intervention d'un tiers (rôle joué par Enda) pour conduire la médiation entre les communes est toujours nécessaire pour lever les obstacles à la constitution de ces coalitions (intermédiation communautaire).

Lever les entraves à l'engagement citoyen et à la volonté/responsabilité citoyenne est un des buts d'Enda qui trouve que l'engagement citoyen et la volonté propre des acteurs populaires font souvent défaut dans les situations où le Réseau cherche à promouvoir du changement. Cela s'explique, entre autres, par le manque d'information, d'éducation et de conscience de ce qui se joue dans le contexte et dans les rouages de la société, par le fait que des processus de fragmentation déstructurent les sociétés locales, ou que le sentiment d'appartenir à une collectivité est faible et est supplanté par les autres appartenances (claniques, lignagères, ethniques, etc.). Enda agit dans divers contextes en faveur de la gouvernance politique, la citoyenneté et la cohésion sociale. Durant ces dernières années, plusieurs processus électoraux qui se sont déroulés au Sénégal et au Mali, ont vu la contribution de nombreuses OSC qui, comme Enda, ont participé à ces élections à travers l'observation du scrutin, des activités de sensibilisation pour des élections démocratiques et non violentes, et aussi pour une plus grande participation des femmes et des jeunes. Mais au-delà des aspects purement électoraux, les membres d'Enda introduisent constamment dans leurs activités auprès des populations des approches participatives et responsabilisatrices qui permettent, à la base, d'augmenter le degré de sensibilisation des populations à la reconnaissance des citoyennetés et de la redevabilité. Ceci est particulièrement vérifié dans les domaines de la gestion des ressources naturelles et tout ce



qui concerne l'adaptation des populations aux effets du changement climatique.

Faire barrage à la marchandisation généralisée et déloger la centralité de l'argent dans les rapports humains et le fonctionnement des sociétés est également considéré par Enda comme une dimension essentielle de la transformation sociétale. La centralité de l'argent dans les stratégies individuelles ou collectives est sous-tendue par toute une série de facteurs ou pratiques, comme, entre autres, la prégnance des stratégies spéculatives et la quête permanente de l'argent facile dans les trajectoires de vie. Enda s'est beaucoup mobilisé ces dernières années, en Afrique de l'Ouest, contre la marchandisation des ressources des terroirs, qui va à l'encontre des intérêts des communautés paysannes. Son combat dans ce domaine peut s'articuler en trois grandes phases : i) une étape (2008-2011) d'alerte et de sensibilisation de l'opinion publique sur les dangers du phénomène d'accaparement des terres, suivie d'un appel à la mobilisation pour le combat ; ii) une étape (2011-2013) marquée par des mobilisations sur le terrain aux côtés des communautés victimes pour faire face aux « investisseurs/accapareurs » et à leurs alliés, les pouvoirs publics ; iii) enfin, une 3e étape (2014-2017) qui a ajouté au caractère

contestataire un volet de proposition d'alternatives, où Enda et ses partenaires se posent comme force de proposition. Convaincues que la faiblesse et les manquements du cadre juridique réglementant le foncier facilitent voire encouragent l'accaparement, les OSC ont profité de l'opportunité et du contexte de réformes institutionnelles tous azimuts entamées par l'autorité politique pour réfléchir avec les communautés de base sur des propositions alternatives à tout ce qui a été déployé jusque-là en direction du monde rural en termes de politiques et programmes, mais aussi de lois et règlements régissant la gestion des ressources nationales y compris le foncier.

Enda appuie différents types d'acteurs qui contribuent à relativiser les effets négatifs de cette centralité de l'argent et de la recherche du surprofit, notamment en faisant la promotion de l'économie populaire, sociale et solidaire (EPSS) qui à notre sens renvoie aux activités économiques à finalité sociale, visant le développement durable, responsabilisant les populations et favorisant la confiance et la redistribution équitable des richesses et des chances. Les expériences menées par les différentes entités du réseau relèvent toutes, partiellement ou entièrement, de l'esprit de l'EPSS.

DEUXIÈME PARTIE

Activités du secrétariat exécutif : développement institutionnel et animation stratégique du Réseau

1) Lancement du Rapport Alternatif sur l'Afrique - (RASA)

Du 2 au 4 novembre 2016, à Dakar (Sénégal), Enda TM, en partenariat avec le CODESRIA, a organisé un atelier international pour discuter des modalités de production d'un rapport alternatif sur l'Afrique (RASA). Ainsi, trois jours durant, d'éminents professeurs, économistes, sociologues, statisticiens, informaticiens, praticiens, etc.¹, ont réfléchi et échangé sur les voies et moyens permettant à des Africains d'élaborer un rapport qui sorte des modèles standardisés et qui s'adressera à tous ceux qui veulent **transformer effectivement l'Afrique**.

L'Afrique est souvent victime de systèmes de pensée qui influencent beaucoup sa propre pensée sur elle-même et ses stratégies. Quand les rapports internationaux sur l'Afrique sortent, ils sont saisis par nos gouvernants et intellectuels, et cela influe sur les suites qu'ils donnent aux préconisations de ces rapports, en termes de stratégies et de politiques, pour s'adapter ou gagner au niveau des classements de ces différents rapports. [...] Nous sommes surdéterminés plus que souvent par les discours extérieurs.



¹ On a noté la participation active des professeurs Samir Amin (FTM), John Igué (Benin), Abdou Salam Fall (Laboratoire LARTES/IFAN), Alioune Sall (Institut Futurs Africains de Johannesburg), Cherif SalifSy (FTM), etc.

Nous avons une démarche de décolonisation mentale à mener. La démarche du RASA couplerait deux dispositifs complémentaires ciblant d'une part les **savoirs experts**

(chercheurs, universitaires, acteurs institutionnels, etc.) et les **savoirs issus de l'expérience et de la pratique** (citoyens, praticiens, etc.). Cette démarche permettra au RASA de répondre à deux soucis principaux :

- l'influence sur les politiques de manière à les inscrire réellement dans un agenda de transformation ;
- la prise en charge de l'expression citoyenne à toutes les étapes du processus et de la structuration.

Cette initiative est essentielle pour Enda, si nous voulons tenir à nouveau le haut du pavé dans les débats internationaux sur le développement. Elle correspond au cœur de sa mission, qui l'amène à se mobiliser

« en faveur du décroissement et de l'articulation des savoirs et des actions à l'échelle locale, régionale et globale ». Ce sera un lieu important pour assurer plus de réflexivité dans l'action d'Enda et pour mieux valoriser les capitalisations dans le débat public pour des transformations véritables et durables.

Il faut signaler qu'en Amérique latine, Enda Colombie contribue depuis plusieurs années à l'élaboration de rapports alternatifs axés sur les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, dans le cadre de la Plateforme Colombienne des Droits Humains, de la Démocratie et du Développement².

² cf. <http://panorama.ridh.org/enda-colombia-el-medio-ambiente-es-fundamental-para-el-disfrute-de-los-derechos-humanos/>

2) Forum Social Mondial 2016 (Montréal, Canada, 9-14 août)



Plusieurs entités du Réseau ont assuré une présence de qualité d'Enda au FSM 2016. Il s'agit notamment d'Enda Madagascar (sur le genre), d'Enda Ecopop (sur la Démocratie Participative, en collaboration avec l'OIDP), d'Enda Lead Afrique Francophone (qui a inscrit plusieurs activités en partenariat avec

la Fondation Gérin-Lajoie, notamment dans le domaine de l'éducation) et d'Enda Vietnam. Le secrétariat exécutif a également fait participer le responsable du Bureau DIFFUSION pour animer un **stand d'exposition d'ouvrages d'Enda** et assurer la promotion de nos réalisations et de notre image.

3) Habitat III : Enda se (re)mobilise sur l'Urbain et l'Habitat

Après l'adoption en 2015 de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris, la première grande instance de la Communauté Internationale en 2016 allait être la 3e conférence des Nations

Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III). Le Réseau Enda y a participé à toutes les échelles.



JOURNÉE DE RÉFLEXION SUR L'HABITAT



Thème "**Diversité culturelle et Habitat : comment construire et habiter autrement dans les collectivités territoriales ?**"

DATE : **LUNDI 10 OCTOBRE 2016**

Lieu : Centre national de ressources éducationnelles (CNRE) - Stèle Mermoz Pyrotechnie, route de Ouakam, Dakar

- **Participation aux instances nationales et internationales de préparation du sommet Habitat III**

Le Réseau Enda a activement participé au processus préparatoire d'Habitat III. Le Point Focal d'Enda, en tant que président du Comité Scientifique a supervisé l'élaboration et la validation des « *Observations du Sénégal sur le document de cadrage du projet Déclaration de Quito pour Habitat III* ». Le Réseau Enda a également été représenté dans plusieurs instances régionales et internationales, notamment la délégation officielle au *Sommet africain Habitat III d'Abuja du 23 au 26 février, la rencontre internationale sur l'informalité dans le cadre d'Habitat III* (Pretoria, Afrique du Sud, avril 2016), la réunion régionale africaine à Abuja, etc.

- **Pour une participation de qualité : concertations internes et activités du Réseau en amont du Sommet**

Tout au long de ce processus, le leader thématique sur «Inéquités, inégalités et droit

à la Ville» de la PSC a diffusé une information régulière sur chaque étape, ainsi que les documents finaux ou en phase d'élaboration pour les différentes instances qui se sont tenues « en route vers Quito ». Le Secrétaire Exécutif a organisé une réunion d'échanges et de concertation entre les membres du Réseau, sur la participation d'Enda à la prochaine Conférence Habitat III. La réunion s'est déroulée en mode présentielle et en virtuelle (pour les participants des entités de l'extérieur).

Dans la foulée, le Secrétariat Exécutif a organisé, en partenariat avec le RAPEICAO, une journée de réflexion sur le thème : « *Diversité culturelle et Habitat : comment construire et habiter autrement dans les collectivités territoriales ?* ». Cette activité qui a connu une large couverture dans la presse nationale et internationale, a mis l'accent sur la nécessité pour l'Afrique de retrouver son identité et ses valeurs architecturales pour une meilleure adaptation climatique et une meilleure efficacité énergétique des habitats et des infrastructures.



- Participation effective d'Enda à Habitat III

Le Réseau Enda, via son Secrétariat Exécutif, a tenu à appuyer la participation des entités à la Conférence de Quito. Enda RUP a participé à l'Assemblée du GAP/Urban Thinkers campaign (dont il est membre du Steering committee) et à l'AG annuelle du réseau HIC (dont Enda est membre fondateur). Ces activités ont été organisées en marge du «Forum Alternatif» d'Habitat III (organisé toujours par HIC).

Enda ECOPOP a organisé une Networking session sur «*Planification participative, inclusion sociale et droit à la cité, quelle contribution des villes dans le nouvel agenda urbain mondial?* ». Outre un nombreux public d'élus, de chercheurs, de représentants de la société civile et de partenaires techniques et financiers venant d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe, cette session a vu la participation d'un panel international relevé avec des personnalités telles que M. Jean Pierre ELONG MBASSY (Secrétaire Général de CGLU Afrique), M. Alioune BADIANE (Directeur des Programmes de Projets de Onu Habitat), M. Nelson DIAS (chercheur au Center for Social Studies-University of Coimbra/Portugal), M. Felipe DE PAULA, Secrétaire chargé de la gouvernance de la Municipalité de São Paulo

(Brazil), M. Serge ALLOU de Cities Alliance à Bruxelles (Belgique) et Dr Mansour TALL (Onu Habitat).

Le réseau Enda Tiers Monde a aussi organisé une **Networking event** en partenariat avec le Comité sénégalais pour Habitat III et le Habitat International Coalition (HIC); Considérant le **pouvoir transformateur de l'urbanisation** (en tant que processus) et ses conséquences pour les interactions entre la ville et la campagne, ainsi que les enjeux environnementaux à long terme (p. ex. extraction des ressources, consommation énergétique, production de déchets). Cette activité a exploré les voies et moyens pour *promouvoir la résilience urbaine et positionner l'urbanisation comme moteur de croissance inclusive*.

Le Secrétariat Exécutif, en étroite collaboration avec les entités impliquées dans le processus Habitat III, a élaboré et diffusé dans ses réseaux un **papier de positionnement sur « Habitat III: l'urbain et les territoires au cœur de l'Agenda 2030 et des ODD »** appelant à une approche transversale des ODD pour l'urbain et les territoires (car chaque ODD a une dimension urbaine) et au renforcement de la gouvernance locale du développement durable. Une **réunion de restitution et de suivi** a été programmée en début 2017.

4) CoP 22 Marrakech 2016

La tenue d'une CoP UNFCCC en Afrique juste après l'adoption d'un Accord universel devait être vue comme une opportunité pour faire de l'Afrique principale victime du changement climatique- la priorité des débats et des décisions des Etats à la CoP22. La transformation de cet Accord en véritables politiques et programmes d'actions et la réponse concrète aux besoins des pays les plus vulnérables sont deux enjeux majeurs où la CoP 22 devait fournir des mécanismes concrets. La présence et la contribution de la société civile est essentielle pour faire en sorte que les problèmes spécifiques aux pays du Sud, l'Afrique en particulier, ne soient pas traités comme portion congrue. D'où l'enjeu fort de la mobilisation des acteurs du Sud pour aller vers la CoP 22, pour s'assurer d'une réelle appropriation et d'un suivi adéquat de la mise en œuvre de l'Accord.

Durant la phase préparatoire, Enda a joué un rôle important pour promouvoir la participation

des OSC des autres régions à travers son réseau et ses partenaires. Ainsi, ENDA a participé à la Conférence africaine et internationale « Enjeux et défis de la CoP22 » et à la rencontre internationale convoquée par la Coalition Marocaine pour la Justice Climatique (23-24 septembre 2016 à Casablanca) qui a débouché sur la déclaration de la société civile pour la CoP22 : dénommée « Déclaration de Casablanca ».

Dans tous ces processus, le secrétariat exécutif a recherché au maximum les articulations et mutualisations avec Enda Energie (en tant que leader thématique). Ce membre du réseau Enda a assuré une bonne présence de qualité dans toutes les étapes de la préparation de la CoP 22 en lien avec les acteurs et coalitions de la société civile africaine. On a noté une participation aux instances tenues en amont de la CoP 22, notamment au *Sommet Climate Chance* ainsi qu'à la MEDCOP (Enda Europe également y a été représenté) ; ces activités



ont été valorisées pour l'animation du Réseau en tant que leader thématique, avec des actualités et documents pertinents régulièrement partagés avec les membres du Réseau via Intercom. La participation de Enda Energie à la CoP22 de Marrakech, a été marquée par l'animation de deux stands (une dans la zone officielle et une autre dans la zone « société civile ») mais aussi par des événements clés : organisation de *Side Event* sur «quels modèles d'intervention pour

la résilience aux extrêmes climatiques?», «Science et culture au Service des Changements Climatiques » avec projection d'un film sur le Xoy (Prévision climatique en pays Sérère au Sénégal) et « Translating NDC targets on renewable energy into implementation plans and strategies », etc. Cette édition de la CoP a été marquée par la Remise du **Prix « Solution Genre et Climat»** à Enda Graf Sahel pour son intervention dans les Iles du Saloum (Sénégal).

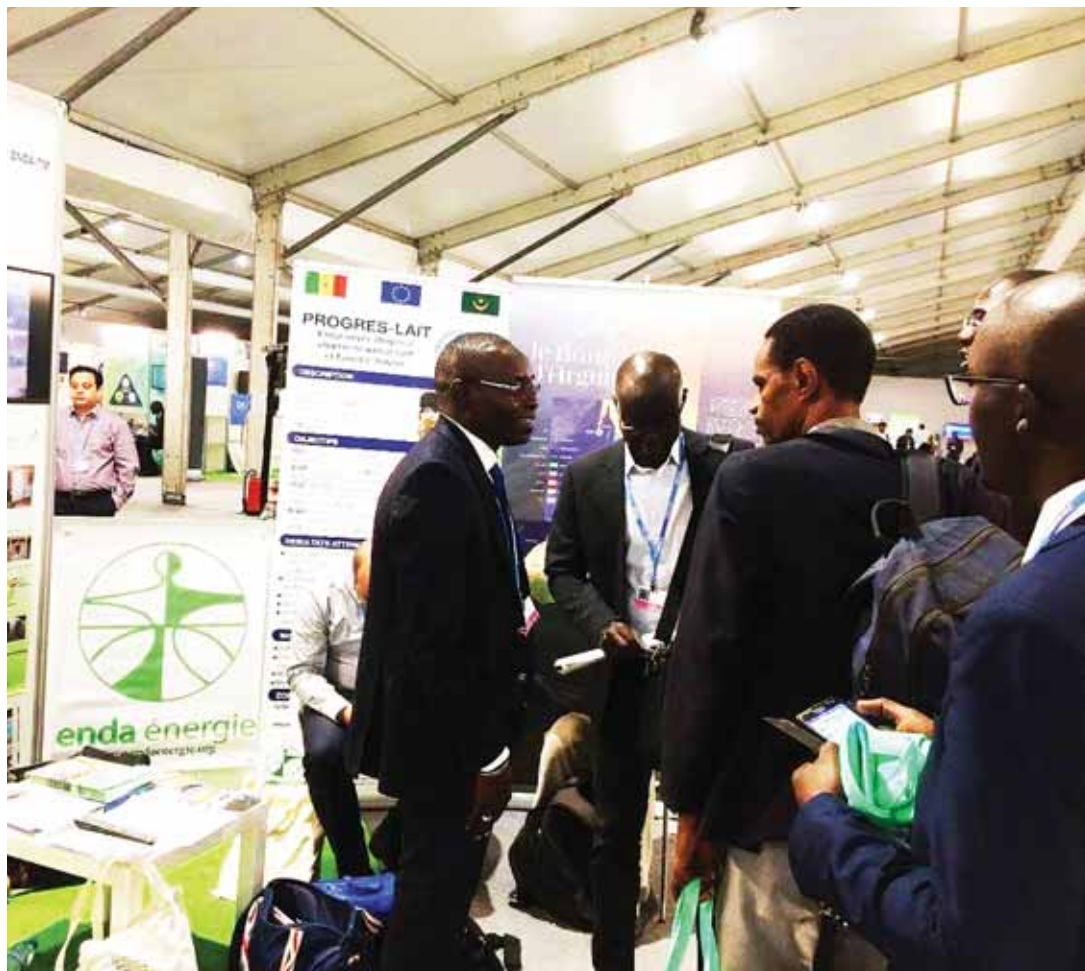
5) Réseaux, coalitions et participation aux processus globaux de mise en œuvre de l'agenda 2030 et des ODD

Le secrétariat exécutif (S.E.) a assuré le suivi de plusieurs processus globaux dans le cadre de réseaux et coalitions tels que :

- **SDSN network - UN SDSN Sahel** (« Sustainable development solutions network »). Enda t-m est membre depuis sa création de ce réseau et échange (via la plateforme unsdsn.org) avec les autres membres du réseau en particulier sur les initiatives du réseau ENDA en matière de développement durable et sur l'état de la

mise en œuvre de l'agenda 2030 dans les pays en développement. A ce titre, Enda TM a été invité à présenter une contribution lors de la Conférence régionale de Bamako du SDSN SAHEL en août 2016. L'intervention d'Enda a porté sur « Opportunités et défis de la mise en œuvre des ODD.

- **Réseau international TAP « Transparency, Accountability, Participation »**. Ce réseau qui est spécialisé sur l'ODD 16 couvre tout particulièrement l'ensemble des activités



d'ENDA et sort des approches sectorielles des autres ODD. Le suivi de l'ODD 16 fait d'ailleurs partie de la Convention de partenariat ENDA – UE au même titre que l'ODD 17.

- « **Together 2030** » est un réseau international de la société civile qui fait suite au réseau « Beyond 2015 » auquel ENDA a activement participé dans la phase préparatoire à Rio+20. Les discussions au sein du réseau se font généralement via des webinaires et les campagnes sont relayées par twitter et Facebook. D'ailleurs, dans le cadre du premier anniversaire de Together 2030, le réseau a publié un ensemble de blogs dont celui d'Enda qui a été retenu « Comprendre le processus de « l'agenda 2030 » et faire des ODD une réalité ».
- **Action for SD** (Action for Sustainable Development) est une plateforme de la société civile sous forme de dialogue interactif sur la mise en œuvre des ODD et l'Accord de Paris sur le climat. Ce groupe est ouvert à tous les membres des sociétés civiles et est centré sur les activités suivantes : solutions de Développement durable innovantes, mobilisation du public, plaidoyer et redevabilité. Enda apporte dans ce réseau des éléments de son expérience.
- **NGO Major Groups Participants UNDESA.** En tant que membre de ECOSOC, Enda est une force de contribution et d'échange, via le *Stakeholder forum* et les webinaires, aux activités de UNDESA ; par exemple lors de UNDESA CSW60 (March 2016) United Nations New York une présentation électronique d'Enda Tiers Monde, d'Enda Europe et d'Enda Graf Sahel mettait l'accent sur "Gender-Focused Programs : The SDGs in Action ».
- **Réseau « Climat et Développement » et préparation de la CoP22.** Ce réseau et coordonné par Enda Energie et le RAC-F a participé avec le SE à plusieurs réunions et conférences au Maroc en vue de la préparation de la CoP22 avec les sociétés civiles marocaines et africaines coordonnées par la **Coalition Marocaine pour la Justice Climatique** (CMJC).

Des premiers contacts avaient été opérés avec la CMJC et ses partenaires du Forum social Africain et mondial au mois d'Avril 2016 à Rabat lors de la réunion du C.A. de l'OSS et d'une intervention d'ENDA lors de la conférence internationale organisée par l'Institut Royal de recherches stratégiques (IRES). Ensuite, l'atelier annuel du réseau « Climat & Développement » a rassemblé

nombre de ses partenaires au mois de mai 2016 à Casablanca et a débouché sur une déclaration du Réseau sur les enjeux de la CoP22.

Le S.E. a également assuré le suivi des événements internationaux : les CoP (Climat -désertification,...), les réunions des Nations-Unies (Habitat, Condition de la Femme, etc.), les Forums sociaux (Afrique, Monde)...

6) Outils pédagogiques pour la « Mise en œuvre de l'Agenda 2030 »

Au plan interne, en lien avec le *Plan de renforcement des capacités pour une meilleure prise en charge de l'Agenda 2030* dans le réseau, le Secrétariat exécutif a développé des **outils pédagogiques à destination des entités et de leurs partenaires**. Ainsi, après une participation très active du réseau ENDA dans l'élaboration de l'Agenda 2030, des ODD et dans l'attente des versions définitives des indicateurs, nous avons voulu entamer, de concert avec les entités du réseau, un ensemble d'actions partagées pour **mieux comprendre et mettre en œuvre l'agenda** pour un développement plus durable.

La circulation de l'information et les Questions/Réponses se font à partir de modules mis

à disposition par le canal de la Newsletter, le courrier électronique et la plateforme collaborative.

- Module 1 : L'agenda 2030 pour le Développement Durable : enjeux et réalités de sa mise en œuvre au sein du réseau ENDA (Plan) – Cf. Newsletter n°1
- Module 2 : Comment opérationnaliser l'Agenda 2030 ? – Cf. Newsletter n° 2
- Module 3 : Pourquoi fixer des objectifs de développement durable ? – Cf. Newsletter n°3
- Module 4 : Quelles transformations ? – Cf. Newsletter n°4

7) Papiers de position, déclarations, notes d'informations, contributions...

Le Réseau Enda a été très audible et présent en termes d'expression de positions, d'idées, de contributions sur les principales questions abordées dans les instances internationales et les médias. Quelques-unes d'entre-elles méritent d'être relevées :

- « Des alternatives à la base face aux Changements Climatiques » ENDA TM à la CoP 21, janvier 2016 (7p)
- Comprendre le processus « post 2015 » et faire des ODD une réalité. - Document de renforcement de capacités (24p)

- « L'agenda 2030 pour le Développement Durable : Enjeux et réalités de sa mise en œuvre » Contribution au processus Sénégal - Dr. Jean Philippe Thomas – ENDA Tiers Monde - février 2015 (14p)
- « Habitat III – l'Urbain au cœur de l'Agenda 2030 et des ODD » Secrétariat Exécutif d'ENDA Tiers Monde – juillet 2016 (4p)
- «Le commerce serait-il le chaînon manquant de l'agenda 2030 et des ODD?». Jean-Philippe Thomas, ENDA Tiers Monde, Dakar, juin 2016 (4 p.)

8) Le suivi-évaluation stratégique des actions et « impacts » d'Enda TM

Dans le cadre du processus de suivi-évaluation stratégique des actions du réseau, bénéficiant d'un appui complémentaire du MAEE du Grand-Duché de Luxembourg, le secrétariat exécutif a mis en branle un processus participatif et mobilisé des expertises pour la définition d'un système de suivi-évaluation dit

stratégique. Les travaux ont débuté par une phase d'état des lieux et de propositions d'ajustement du système de suivi-évaluation stratégique à travers le bilan de l'existant au niveau des entités, le diagnostic de la situation et la définition d'une approche et d'options préliminaires à discuter ensemble.

Ensuite s'est ouverte la Phase de design du nouveau système et de négociation des termes du changement entre les parties prenantes du Réseau (entités, SE, instances, etc.). L'activité phare a été l'organisation d'un atelier d'appropriation et d'ajustement

du système de suivi-évaluation stratégique à l'échelle du Réseau, regroupant toutes les entités d'Enda. Un document de synthèse a été élaboré et diffusé au niveau des entités et du MAEE/Luxembourg.

9) Signature du nouvel accord de Siège entre Enda TM et le Gouvernement du Sénégal

La signature du nouvel Accord de Siège le 16 octobre 2016 est l'aboutissement d'un processus qui a vu la reconsidération de tous les aspects de la relation entre l'Etat du Sénégal et les ONGi depuis 2011, mais qui au finish consolidera le partenariat d'Enda avec l'Etat du Sénégal et son positionnement.

Comme dans le passé, cette convention donne à Enda TM la possibilité de mieux remplir sa mission et ses engagements dans la société. De surcroît, le Ministre des Affaires Etrangères du Sénégal a choisi Enda TM et une autre organisation pour une signature officielle devant la presse, cérémonie qui a été



largement relayée dans la presse nationale et internationale. A cette occasion, le Ministre a voulu réitérer l'expression de (sa) gratitude face aux actions positives que nous menons et assurer que "L'Etat du Sénégal s'engage à faciliter vos missions respectives à travers l'instrument important qu'est l'accord de siège".

Il a été convenu à la suite de cette signature que le Ministère des Affaires Etrangères et Enda doivent nouer un partenariat plus large sur des questions d'intérêt commun au Sénégal, en Afrique et auprès des institutions internationales.

10) Crise Post-Electorale en Gambie - Le réseau Enda Tiers Monde mobilise ses équipes aux côtés des populations déplacées

Face à l'afflux de milliers de femmes, d'enfants, de vieillards et de personnes vulnérables, fuyant et /ou craignant des exactions du régime du président sortant, Yaya Jammeh, suite à la crise poste électorale, le réseau Enda

Tiers Monde, très présent dans la sous-région à travers ses équipes, s'est mobilisé pour porter assistance aux populations déplacées. Selon le Secrétaire exécutif, M. Moussa Mbaye, «certes, Enda Tiers Monde n'est pas une



organisation humanitaire traditionnelle. Mais face à la situation que vivaient les populations gambiennes, il a été de notre devoir de mobiliser l'ensemble du réseau pour venir en aide aux populations déplacées. C'est l'occasion de saluer la mobilisation de l'ensemble des entités». A cette occasion, le Réseau Enda a diffusé un communiqué qui a été communiqué a été repris par les plus grands organes de presse continentaux, internationaux dont l'AFP, Jeune Afrique, les organisations internationales, notamment le HCR, les organisations continentales comme l'Union africaine à travers son bulletin. Enda Tiers Monde y a notamment

rendu hommage aux familles sénégalaises qui ont accueilli les déplacés de Gambie et s'est félicité de la mobilisation spontanée et fraternelle de ces dernières. Bien que douloureuse pour les populations, la crise post-électorale en Gambie a été l'occasion de montrer, une fois de plus, que la solidarité entre les peuples est à magnifier et à encourager, dans un monde où l'extrémisme, le nationalisme de mauvais aloi et le repli identitaire gagnent de plus en plus de terrain. C'est cette solidarité qui a permis de limiter au strict minimum le nombre de victimes de cette crise.



11) Signature d'un Accord-Cadre de Partenariat avec la Commission Européenne (UE)

La signature de l'Accord-Cadre de Partenariat (2016-2020) liant le Réseau Enda TM à la Commission Européenne (UE), a eu lieu le vendredi 18 mars 2016 à Bruxelles entre M. Neven MIMICA, Commissaire européen pour la Coopération Internationale et le Développement et le Secrétaire Exécutif du Réseau Enda Tiers Monde (Moussa Mbaye) lors d'une cérémonie officielle, en présence

de Mme Rosario Bento Pais, cheffe de la Section de la Société civile- Autorités locales (DEVCO B2) et de M. Sécou Sarr, Directeur d'Enda Energie, en marge du Forum UE-OSC « Engagement de l'UE avec la société civile et le soutien aux droits de l'homme » (17-18 Mars) qui a réuni plus de 900 participants du monde entier.

12) Echanges avec les acteurs de la coopération internationale sur les enjeux globaux des politiques publiques

Le secrétariat exécutif du Réseau Enda et la Direction au Développement et à la Coopération du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE) du Grand-Duché de Luxembourg ont eu à co-organiser en 2016 deux Tables-rondes sous formes de regards croisés entre acteurs institutionnels et de la société civile, acteurs du Sud et du Nord :

- en mars 2016 sur l'Accord de Paris, avec la participation de Mme HENGEN, Point Focal du Grand-Duché de Luxembourg dans les négociations sur le Climat (COP 21) ;
- en novembre 2016 sur l'opérationnalisation de l'Agenda 2030, avec la participation de Mme Martine SCHOMMER, Directrice de la Coopération au Développement et de l'Action Humanitaire du MAEE.

Dans le cadre du Partenariat-Cadre qui lie le Réseau International Enda TM et l'Union

Européenne, le Secrétaire Exécutif a été convié à participer aux consultations des acteurs dans le processus de révision du Consensus Européen pour le Développement.

Dans ses contributions lors de ce forum, le Réseau Enda TM a appelé l'UE à soutenir les mécanismes de transformation pour concrétiser les principes de l'agenda 2030 et, pour ce faire, à renforcer les moyens de développement de partenariats équilibrés aux différentes échelles. Le Secrétaire Exécutif a également souligné le rôle indispensable des organisations de société civile (OSC) pour favoriser la cohérence des politiques, notamment des réseaux multithématiques et multi-scalaires comme Enda, dont la diversité thématique, géographique, etc., et l'ancrage sur le terrain peuvent être mis à contribution pour rapprocher les différents acteurs et processus.



TROISIÈME PARTIE

Panorama des activités des membres du Réseau d'Enda TM en 2016

Agriculture



Villes durables



Genre & Autonomisation



Eau & Assainissement



Finance solidaire



Jeunesse & Education



Bâtitseur d'alternatives

Santé



Ressources naturelles



Energie & Climat



Gouvernance



OSIWA  lead

« Carrefours de la Gouvernance »
Une Tribune de Leaders

Gouvernance économique et Plan Senegal Emergent
Hôtel le Ndiambour - Vendredi 7 Août 2015



Leadership & Mutation



Commerce & Intégration

enda-colombie

Fondé en 1983 et basé à : Bogotá (Colombie). [www.endacol.org]

Lieux d'intervention : ville de Bogotá et zones rurales jouxtant la zone métropolitaine de Bogotá.

Domaines d'intervention :

- gestion environnementale urbaine ;
- participation au développement local ;
- autonomisation et protection des femmes ;
- gestion et recyclage des déchets solides municipaux ;
- renforcement des capacités des acteurs urbains.

En 2016, Enda-Colombie a poursuivi l'accompagnement des populations de recycleurs, paysans, jeunes et femmes des couches défavorisées et les organisations de victimes du conflit armé en Colombie, en les accompagnant :

- pour leurs besoins d'assainissement de base : le droit à l'eau et à sa potabilisation, la gestion des aqueducs communautaires, les programmes d'éducation populaire, l'amélioration de l'habitat, les potagers communautaires et les soins nutritionnels ;
- pour leurs intérêts stratégiques de participation politique : la formation sur l'environnement, les politiques sociales, la défense des droits de l'homme, la lutte pour l'équité entre genres, la construction de solidarités et d'alliances, le renforcement organisationnel, et la construction de sujets politiques ;
- pour la mise en œuvre de leurs initiatives socioculturelles : expérimentations de radios communautaires, publications, production de vidéos, de théâtre ;
- dans leurs initiatives d'économie populaire et solidaire : mise en place d'expériences de crédit-épargne.

1. Alliances et genre pour un recyclage solidaire et inclusif

En 2016, Enda-Colombie a œuvré pour l'intégration des recycleurs populaires dans la politique publique de gestion des déchets, aux côtés des fédérations et des organisations populaires qui sont apparues durant le processus de privatisation et de modernisation du service de collecte et de traitement des déchets urbains. Enda les a accompagnés dans leur structuration en organisations, dans leur capacitation et leur renforcement organisationnel et dans la lutte pour leurs droits

et la reconnaissance de leur travail. Enda a également contribué, avec la mobilisation de l'association des recycleurs, à l'élaboration d'un programme d'inclusion actuellement en cours. En outre, Enda fait partie de la plateforme nationale *Alliance pour un recyclage inclusif*, créé par le ministère colombien de l'Industrie. Il a réalisé les premières études sur les circuits informels du recyclage et a réalisé une capitalisation sous forme de publications et de vidéos. Enda-Colombie a également participé à divers processus de formation pour la consommation et la gestion responsable des déchets au niveau des autres acteurs de la chaîne de production et d'exploitation des déchets. Par ailleurs, Enda-Colombie a travaillé sur le genre, notamment au niveau de la population des recycleurs (les femmes représentent 60 % des membres des coopératives encadrées par Enda). Il continue à participer (avec d'autres entités d'Enda TM) au projet Gender : *genre et développement durable en réseau*, dans le cadre duquel il a travaillé avec les organisations de recycleurs sur la gestion équitable en termes de genre à l'intérieur des organisations et sur les violences et leurs expressions dans la vie quotidienne des recycleuses dans l'espace aussi bien privé que public et organisationnel.

Enda Colombie, dans le cadre de la convention avec l'Université nationale de Colombie, a continué à travailler sur la gestion et la réalisation de l'Ecole de gestion environnementale communautaire (XIII version), et a pu, grâce à celle-ci, mettre en œuvre une formation innovante pour les femmes recycleuses (cours sur le genre, sur l'environnement et sur le développement durable). Enda a aussi lancé le programme de *Villes sûres pour les Femmes*, avec les femmes recycleuses de Bogota, dans le cadre de l'amélioration de leurs droits, notamment le droit à une vie exempte de violence.



L'initiative se pose comme une contribution à la construction de la perspective genre dans les institutions et dans les organisations de Bogota qui soutiennent le travail de recyclage, aux futurs positionnements du thème dans l'agenda du gouvernement au niveau du district, et aux politiques de sécurité au niveau du district aux fins de reconnaissance et d'incorporation de la voix des femmes recycleuses.

2. Renforcement des organisations communautaires dans la gestion et l'exploitation de l'eau

En 2016, Enda-Colombie a su clore avec succès le projet de recherche sur le *Renforcement des organisations communautaires dans la gestion et l'exploitation des aqueducs villageois*, et a ainsi pu contribuer à l'amélioration des capacités dans la gestion communautaire de l'eau, son appropriation territoriale et l'adaptation au changement climatique comme élément d'amélioration de la vie des communautés. Enda a aussi pris part à la gestion de la rencontre nationale des aqueducs communautaires. Des avancées ont été enregistrées au niveau de : 1) la diminution des maladies liées à l'eau ; 2) l'augmentation de la disponibilité de l'eau pour les

communautés en périodes de sécheresse ; 3) l'amélioration de la capacité de leadership et d'incidence de la communauté dans les politiques publiques et dans le développement local ; 4) l'augmentation de la disponibilité de l'eau des aqueducs pendant toute l'année ; 5) l'amélioration des niveaux de qualité de l'eau pour la consommation humaine.

Enda-Colombie a également travaillé avec plusieurs autres organisations communautaires de femmes sur les thèmes de l'autonomisation, du leadership et de l'économie solidaire, avec une approche genre (**projet Femmes du Monde**). Avec ces différents groupes de femmes, Enda a pu réaliser des travaux pour rendre visibles les multiples violences quotidiennes dont souffrent les femmes des couches populaires, au niveau de l'espace privé comme de l'espace public, et également dans leurs propres organisations. Enda a ainsi voulu contribuer à la construction de villes équitables et sûres pour toutes les femmes, qui leur assurent un libre exercice de la citoyenneté, de même que la possibilité d'exercer leurs droits à la mobilité, à l'éducation, au travail, à l'organisation collective et à la participation à la vie politique.

enda-dominicana

Fondé en 1982 et basé à : Santo Domingo (République dominicaine). [www.endadom.wordpress.com]

Lieux d'intervention : ville de Santo Domingo, zones rurales de la République dominicaine et de Haïti.

Domaines d'intervention :

- gestion des ressources naturelles et agroforesterie ;
- promotion de l'écotourisme ;
- protection de l'enfance et éducation de base ;
- promotion des initiatives de santé communautaire ;
- développement urbain et accès aux services de base.

1. La présence du réseau Enda TM dans les Caraïbes a été renforcée

Au cours de l'année 2016, la présence du réseau Enda TM dans les Caraïbes a été renforcée, grâce notamment aux activités exécutées sur la base du budget d'Enda-Dominicana qui lui ont permis de maintenir son double statut d'association nationale (Enda-Dominicana local) et de représentation régionale (Enda-Caraïbe régional). Au niveau national, la finalisation des activités (projets et programmes) budgétaires, des actions communes avec les partenaires locaux a été effectuée, ce qui a permis de clore avec succès nombre d'activités de terrain et de procéder à l'entame de nouveaux programmes au niveau de la gestion territoriale régionale. Il s'agit des initiatives dites « Coopérative forestier » et « Corridor biologique interne » qui ont été soumis pour financement au Fonds vert pour le climat.



Dans l'optique de collaborations formelles et informelles plus poussées, le partenariat a été renforcé avec les petits planteurs agroforestiers organisés en fédérations paysannes, les universités, les municipalités, les entreprises privées et les communautés rurales. Afin de renforcer le cadre du « Corridor biologique dans les Caraïbes », les activités naguère menées en République dominicaine ont connu une expansion d'échelle, avec l'intégration d'autres ONG locales, telles que PRONATURA et IDDI, pour la formation, avec Enda-Dominicana, d'un consortium destiné à promouvoir la mise en œuvre d'un grand programme régional sous l'égide du Fonds vert pour le climat des Nations unies.

Aussi, la systématisation complète des processus antérieurs, étroitement liée aux projets transfrontaliers en Haïti et au Corridor biologique dans les Caraïbes, a-t-elle été achevée au cours de l'année 2016. Les diverses activités réalisées dans la mise en œuvre du *Projet de gestion des Forêts modèles des Basses Collines (Colinas Bajas)* ont été facilitées par une forte participation d'associations locales qui ont chacune apporté leur contrepartie avec limitation budgétaire externe. L'initiative implique 44 municipalités de 10 provinces de la République dominicaine, avec la participation d'une centaine d'acteurs locaux et internationaux. D'où les progrès déjà constatés et les jalons posés vers les étapes de consolidation du travail communautaire, au niveau national et régional (dans les Caraïbes et en Amérique centrale).

2. Gestion territoriale : innovations et avancées du Corridor biologique dans les Caraïbes

Le travail d'Enda-Dominicana relatif à l'appui à la gestion territoriale et notamment aux innovations qui ont permis une avancée notable



dans la mise en œuvre de l'initiative régionale qu'est le Corridor biologique dans les Caraïbes, s'est traduit par la réalisation d'actions spécifiques de terrain à travers :

- le Projet transfrontalier avec Haïti ;
- Le Projet de gestion des Forêts modèles des Basses Collines ;
- la gestion territoriale avec le consortium d'ONG (Fonds vert pour le climat)
- la collaboration avec le ministère dominicain de l'Environnement ;
- la Coopérative forestière nationale.

Cette série d'initiatives traduit la volonté affichée par Enda-Dominicana en 2016 d'aller de l'avant dans la consolidation des nombreux acquis notés dans la gestion territoriale conçue comme méthode de gouvernance et d'action pour atteindre un développement durable véritable au niveau national, basé sur le renforcement et l'autonomisation des acteurs locaux, de la base communautaire locale aux structures régionales.

Ainsi, le Plan de gestion du Corridor biologique « Colinas Bajas » a justifié l'organisation de douze événements participatifs avec des acteurs en provenance de plusieurs pays de la région Caraïbes-Amérique centrale et de différentes structures nationales de gestion territoriale. La systématisation du projet de Conservation des ressources naturelles a permis l'organisation de 23 ateliers, réunions participatives et autres conseils spécialisés. Un chantier d'évaluation économique des investissements réalisés dans le domaine de l'environnement a nécessité, de la part d'Enda-Dominicana, un travail de terrain spécifique destiné à localiser, quantifier et évaluer l'ensemble des investissements de ces cinq dernières années, aussi bien dans le développement communautaire que dans la protection de l'environnement (document publié en 2017). La coopérative forestière a justifié la mise en œuvre de plusieurs processus participatifs impliquant tous les acteurs de la chaîne de production forestière, avec l'organisation de 36 réunions et ateliers aux niveaux national et régional.



enda-ethiopie

Fondé en 1995 et basé à : Addis-Abéba (Ethiopie). [www.iwpar.org/enda-ethiopia.html]

Lieux d'intervention : grande agglomération d'Addis-Abéba et zones rurales d'Ethiopie.

Domaines d'intervention :

- développement de l'agriculture urbaine
- lutte contre le VIH/Sida et création d'AGR
- gestion des déchets urbains et assainissement
- développement urbain et accès aux services de base
- inclusion et protection sociale des récupérateurs et recycleurs
- accès aux énergies renouvelables

Enda-Éthiopie a poursuivi, en 2016, les activités de ses projets GENDDER/Gestion des déchets solides et Energie renouvelable.

1. Projet GENDDER : Genre et développement durable en réseau

Le projet GENDDER est un projet multi-pays développé dans cinq pays et mis en œuvre par le réseau Enda TM à travers ses entités : Enda-Graf, Enda-Pronat, Enda-Vietnam, Enda-Colombie, Enda-Inter-Arabe et Enda-Ethiopie. Enda-Europe coordonne le projet, financé dans sa majeure partie par l'Agence française de développement (AFD), mais en Ethiopie, le cofinancement a été offert par l'ambassade du Canada. Ce projet qui est opérationnel de janvier 2015 à décembre 2018, est axé sur des problématiques telles que l'égalité des sexes et l'économie verte et solidaire :



les secteurs de la pêche, l'agroécologie et le recyclage des déchets. Le projet a ciblé 21 Weredas (districts) de 10 arrondissements de la ville d'Addis-Abeba, afin d'y promouvoir le développement des secteurs verts et solidaires à travers les leviers que sont: 1) l'autonomisation des femmes et la conscientisation des hommes ; 2) l'économie et la protection durable de l'environnement et des ressources naturelles. Il permet de contribuer à l'appropriation du savoir, à sa discussion et à sa large diffusion, afin de changer les mentalités et les pratiques, en interaction avec les réseaux actifs sur le genre et le développement durable.

La formation des formateurs s'est focalisée sur « l'intégration dans l'économie verte et solidaire de la gestion des déchets et de l'autonomisation des femmes ». Il concerne 50 autorités locales provenant du Districts Cleansing Management et du bureau des Affaires féminines et de l'Enfance. La formation est axée principalement sur l'autonomisation des femmes, à la maison et dans le lieu de travail, engagées dans la gestion intégrée des déchets solides (réduction des sources, réutilisation et recyclage) à Addis-Abeba.

La formation des formateurs a été suivie d'une formation de plus de 600 préposés aux déchets dans 21 districts. Elle a principalement porté sur l'autonomisation des pré-collecteurs de déchets (femmes) au niveau de leur association et de la maison. En outre, la formation comprend les défis auxquels les pré-collecteurs sont confrontés dans leur lieu de travail et dans les lieux de résidence. Le rôle des communautés, des résidents, des particuliers, des organismes gouvernementaux et d'autres parties prenantes pour simplifier les conditions de travail des pré-collecteurs et augmenter les montants qu'elles gagnent a été traité lors de la formation.

2. Les activités économiques : récupération textile, recyclage des plastiques et agri-culture urbaine

Enda-Ethiopie, en coopération avec les bureaux gouvernementaux compétents, a créé trois associations féminines de recyclage des déchets textiles. Ces associations ont ainsi pu disposer de lieux de travail adéquats et du soutien technique du bureau de l'arrondissement concerné. Le projet facilite la formation professionnelle de ces associations membres dans leurs propres locaux, et leur permet désormais de produire des vêtements et des sacs pour enfants à partir de tissus de récupération.



Un groupe de recyclage en plastique a été créé pour augmenter les revenus des femmes sans emploi et diminuer l'impact environnemental de la pollution plastique. Enda-Ethiopie a soutenu l'association en fournissant des machines de broyage et de lavage des plastiques, qui les ont aidés à augmenter les revenus des associations et de créer des liens commerciaux avec d'autres grandes industries de production de plastiques. Un groupe d'agriculteurs urbains et d'utilisateurs de compost composé de 25 personnes a été formé et s'est engagé dans différentes activités agricoles urbaines. Une formation de quatre jours a été organisée au profit de 25 femmes membres sur le compost et l'agriculture urbaine (production végétale, production de semis, élevage laitier et production de volaille). Le projet a fourni au groupe des équipements et des outils agricoles urbains ainsi que des semences.

Pour réduire les défis des femmes collectrices de déchets face à la pénurie de combustible, le projet a acheté 300 fourneaux améliorés destinés à 300 pré-collectrices de déchets. Les représentants de l'ambassade du Canada en Éthiopie ont remis ces fourneaux aux bénéficiaires lors d'une cérémonie organisée dans l'un des bureaux du district. En plus de la réunion et des discussions tenues dans différents districts, le projet a également produit des brochures sur la gestion des déchets solides, afin de diffuser l'information à l'ensemble de la communauté. Les matériaux fournissent des informations sur l'importance du tri des déchets pour réduire le fardeau des pré-collecteurs et la pollution de l'environnement tout en créant des emplois.

Le Projet Energie renouvelable

Le projet visant à accroître l'accès aux énergies renouvelables appropriées (RE) et aux Technologies de l'efficacité énergétique (EET) dans deux districts ruraux (Boset et Fedis) est opérationnel depuis août 2011 et a continué sa mise en œuvre en 2016. Durant cette période, les principales réalisations ont été : 1) l'achèvement de la construction de 2 centres technologiques concernant les énergies renouvelables dans le district de Boset dans la région Oromia ; 2) la construction de 54 digesteurs biologiques dans le district de Boset ; 2) l'installation de 350 systèmes solaires domestiques dans les deux districts cibles; 3) l'achat et la livraison de 525 systèmes Pico solaires dans les districts de Boset et Fedis; 4) l'achat et la livraison de 7 fourneaux en bois à petite échelle dans les districts respectifs.



enda-europe

Fondé en 1977 et basé à : Paris (France). [<http://www.enda-europe.org>]

Lieux d'intervention : France, Madagascar, Sénégal, Mali, Guinée, Colombie, Ethiopie, Vietnam.

Domaines d'intervention :

- appui technique aux entités d'Enda
- montage de projets et recherche de financements
- animation de réseaux sur le développement durable
- promotion de villes durables et inclusives
- promotion du droit à la mobilité des personnes
- participation citoyenne des migrants
- équité de genre et autonomisation des femmes

1. Renforcer le vivre-ensemble et la participation citoyenne des femmes en Île-de-France

L'année 2016 a été l'occasion pour Enda Europe de renforcer la solidarité, les liens et les échanges interculturel entre les femmes migrantes et des Franciliennes de toutes origines. Ceci à travers l'organisation de plusieurs rencontres dans le cadre de la mise à l'échelle du projet « Ma cousine et moi : Renforcer le vivre-ensemble et la participation citoyenne des femmes en Île-de-France » (de mars 2013 à septembre 2014).

Cette initiative est menée en partenariat avec la Fédération IFAFE (Initiatives des Femmes Africaines de France et d'Europe) et soutenue par la région Île-de-France, la ville de Paris. Elle vise à modifier en profondeur les représentations négatives dont sont victimes les « femmes immigrées » en :

- Favorisant la mobilisation citoyenne et l'épanouissement de chacune au niveau

local par des activités de solidarité concrètes et un enrichissement réciproque entre résidentes franciliennes aux parcours différents ;

- Renforçant l'accès aux droits des femmes migrantes par la prise en compte global de leur situation à travers le dispositif « Ma cousine et moi » ;
- Luttant contre les préjugés mutuels en sensibilisant le public francilien à la Solidarité.

Les différentes rencontres organisées ont permis de créer des binômes composés par une femme migrante et une francilienne intéressées pour participer à une expérience fondée sur les échanges interculturels.

2. Mise en place de nouvelles alliances contre le changement climatique et un accès facile aux financements climat

Enda Europe, à travers la Plateforme Française Genre et Développement qu'elle anime avec CARE France et Adéquations, a participé à la COP 22 à Marrakech, en organisant un atelier-



débat le 14 novembre 2016 sur le thème « Genre, action climatique et finances vertes: de nouvelles alliances pour une action efficace contre le changement climatique et un accès facilité aux financements climat ». Cette rencontre avait pour objectif de présenter et de compléter le document de plaidoyers « Eléments-clés pour prendre en compte l'égalité femmes-hommes dans l'Accord de Paris ». Une concertation et des échanges entre organisations de la société civile sur les enjeux climatiques et de transition écologique avec une vision féministe et intégrant l'approche de genre dans le contexte plus global des ODD et notamment de l'objectif N°5 « Egalité des sexes et autonomisation de toutes les femmes et les filles » ont été menés. Les communications des membres du réseau Enda ont été très appréciées, notamment l'intervention introductive autour du plaidoyer et de nouvelles alliances de Marie-Dominique de Suremain (Enda Europe) ; celle de Fatou Ndoye (Enda Graf Sahel) sur : « Présentation et transformation des produits » ; et celle de Sécou Sarr (Enda Energie) sur la présentation des questions d'accès aux finances climatiques.

A noter que cet atelier-débat a été précédé d'un atelier « Féministes pour la justice climatique ». Une initiative qui s'inscrit dans le prolongement du plaidoyer et de la mobilisation animés par ces associations sur les enjeux du genre et du développement durable, depuis la Conférence de Rio+20 et les nouveaux objectifs de développement durable (ODD) jusqu'à la Cop21 à Paris.

3. Mise en place d'un Observatoire sur « Genre et Développement Durable et Solidaire ».

Dans le cadre du projet « Genre et Développement Durable en Réseau » (GENDDER)



cofinancé par l'Agence Française de Développement, Enda Europe a décidé de créer un observatoire sur la thématique « Genre et Développement Durable et Solidaire ». Cet observatoire capitalisera et diffusera principalement des recherches-actions, des outils, des analyses de première main sur genre et économie verte et solidaire en Ethiopie, au Sénégal, au Vietnam, en Colombie et en Tunisie. Les thèmes abordés seront l'agro écologie, la gestion des ressources naturelles halieutiques et la gestion des déchets. Des extensions et partenariats seront construits avec d'autres Observatoires existants. Pour ce faire, Enda Europe a décidé de mener une enquête préalable dont l'objectif était de connaître les besoins des utilisateurs et utilisatrices potentiels.

4. Enda Europe et Enda Colombie obtiennent, ensemble, le Prix Des Droits de l'Homme 2015 de la CNCDH

Le Prix des droits de l'Homme de la République française est décerné chaque année depuis 1988 par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) à cinq (05) Lauréats. Il a vocation à distinguer des actions de terrain et des projets portant sur la protection et la promotion effectives des Droits de l'homme. Chaque année, la CNCDH fixe deux thèmes au choix. Cette année les deux thématiques sont (1) les dangers d'Internet pour les droits de l'homme d'une part et (2) environnement et droits de l'homme d'autre part.

Enda Europe et Enda Colombie ont été reconnues pour leur projet de soutien aux recycleurs/ses populaires de déchets à Bogota dans leur lutte pour la dignité, l'inclusion sociale, les droits, et la protection de l'environnement par le recyclage. Le projet, qui fait partie du programme multi-pays GENDDER (Genre et Développement Durable en Réseau) coordonné par Enda Europe, prête notamment particulièrement attention aux recycleuses qui souffrent d'une situation de double discrimination liée à leur travail et à leur sexe.

Le Prix a attiré cette année plus d'une centaine de candidats de 46 pays différents. La cérémonie de remise s'est déroulée vendredi 11 décembre 2015 au Ministère de la Justice à Paris, où les lauréats ont reçu leur prix des mains de Christine Lazerges, présidente de la CNCDH, et de Christiane Taubira, garde des Sceaux et ministre de la Justice.

enda-inter-arabe

Fondé en 1990 et basé à : Tunis (Tunisie). [<http://www.endarabe.org.tn>]

Lieux d'intervention : ville de Tunis et 77 agences sur tout le territoire de la Tunisie .

Domaines d'intervention :

- microfinance socialement responsable
- appui à la création de microentreprises
- inclusion financière des ménages marginalisés
- autonomisation financière des femmes et des jeunes

Pour Enda-Inter-Arabe (qui a opéré une mutation en deux entités distinctes : Enda-Tamweel, une institution de microfinance, et une ONG, Enda-Inter-Arabe, consacrée au développement durable), la légitimité de la microfinance ne fait aucun doute, car les populations marginalisées, plus que quiconque, ont besoin de services financiers inclusifs et durables.

1. La protection des intérêts des clients comme principale préoccupation d'Enda en Tunisie

Afin de s'assurer de l'impact positif sur cette population exclue et vulnérable, la communauté internationale de la microfinance s'est accordée pour instaurer des Principes de Protection des Clients (PPC) que les institutions de microfinance se doivent d'adopter et de mettre en pratique. Depuis le lancement de ses activités, la protection des intérêts des clients est l'une des préoccupations principales d'Enda. Cet engagement s'est vu renforcé, suite à la création du Comité de la Smart Campaign dont Mme Essma BEN HAMIDA, Directrice exécutive et co-fondatrice d'Enda-

Inter-Arabe, est membre fondateur. Enda fait partie des premières institutions ayant adopté l'application des bonnes pratiques de la microfinance, des efforts qui ont été couronnés par l'obtention de sa certification Smart Campaign. Elle est ainsi la première institution de microfinance du monde arabe à se valoir de ce label de confiance international pour la protection des clients.

En plus du respect des principes de protection des clients promu par la Smart Campaign, la stratégie de gestion des performances sociales adoptée par Enda permet de lui garantir un équilibre entre son objectif de viabilité économique et son utilité sociale ainsi que d'assurer le maintien d'une cohérence solide entre sa stratégie sociale et sa gouvernance.

La stratégie d'Enda est une stratégie claire et en adhésion avec le cœur de sa mission. Elle est axée sur la résolution des problèmes de pauvreté, l'autonomisation des femmes et la promotion de l'auto-entrepreneuriat des jeunes notamment en milieu rural. Grâce à plus de 25 ans d'expérience dans le secteur de la microfinance, Enda répond aux besoins de ce



type de clientèle notamment en révisant tous les cinq ans sa stratégie de gestion en fixant des objectifs sociaux mesurables et en mettant en œuvre les moyens nécessaires pour les atteindre. Cette stratégie de gestion se base sur l'intégration de la mission sociale d'Enda dans les principes et processus de gouvernance et en tenant compte de façon équilibrée des intérêts des acteurs impliqués, à savoir, les clients, le personnel, la communauté et l'environnement.

2. Gestion environnementale, financement vert et mesure de la performance



Le système de gestion environnementale d'Enda est mis en place pour gérer toutes les activités liées à l'environnement. C'est un système complet et durable conforme aux normes et réglementations environnementales locales. Il promeut l'implémentation en interne des mesures d'efficacité énergétique et des ressources à la fois techniques et comportementales et travaille à l'augmentation du niveau de sensibilisation et de connaissance de l'environnement et de l'énergie au sein du personnel. Enda contribue notamment à la promotion des microentreprises et des ménages respectueux de l'environnement et de l'énergie par la conception de nouveaux produits à impact environnemental positif (réduction des dépenses en énergie, amélioration des conditions sanitaires, accès à des technologies vertes...).

Dans ce cadre, Enda a lancé une série de produits « Eco-prêt » à partir d'octobre 2015. Son premier né, dénommé « Crédit Vert », est un crédit destiné aux clients engagés dans le

recyclage et la mise en valeur des déchets. Ce crédit est accessible aux chiffonniers « Berbecha » et aux centres de collecte de matières recyclables. Les bénéficiaires peuvent profiter d'un tarif préférentiel ainsi que de services d'accompagnement ciblés. Mesurer la performance sociale en microfinance est nécessaire pour toute institution de microfinance orientée vers le client et préoccupée par la réussite de sa mission sociale.

L'évaluation de la performance sociale revêt une importance capitale dans la mesure où elle permet de concevoir et mettre en œuvre des

systèmes permettant de mieux faire face à la responsabilité sociale envers la clientèle. Mais aussi, d'assurer le suivi, comprendre et informer quant à l'atteinte des objectifs sociaux, sans oublier la mise en adéquation de la gouvernance et des processus commerciaux pour atteindre les buts sociaux et financiers, et garantir que les processus de prise de décision tiennent compte à la fois de résultats sociaux et financiers. Une meilleure perception des conséquences sociales et financières des décisions permet une meilleure gestion globale de la performance.

Enda s'est vu attribuer par Planet Rating, agence de notation dans le domaine de la microfinance, la note de « A- tendance positive » pour ses performances financières en utilisant le système de notation GIRAFE et « 5- » sur un total de 5 pour ses performances sociales. Parmi les institutions de microfinance notées par Planet Rating, Enda est placée deuxième dans le monde de par ses performances sociales.

Fondé en 1996 et basé à : Antananarivo (Madagascar). [<http://www.iwpar.org/enda-ocean-indien.html>]

Lieux d'intervention : villes d'Antananarivo et de Mahajanga, et zones rurales aux alentours d'Antananarivo.

Domaines d'intervention :

- insertion des jeunes en situation difficile
- formation des acteurs sociaux
- promotion de l'habitat social
- assainissement des quartiers défavorisés
- lutte contre la violence conjugale

En 2016, Enda-Madagascar a lancé six nouvelles initiatives :

1. le projet « Logement Digne pour Tous – LDT » en partenariat avec la Fondation Abbé Pierre et l'AFD ;
2. le projet « SANDRATRA » dans le cadre de l'enfance de rue, en partenariat avec la Fondation des Apprentis d'Auteuil Océan Indien, le Gouvernement Princier de Monaco et l'AFD.
3. le Projet d'accompagnement des membres de la société civile TIHAVA mobilisés sur la thématique de la violence conjugale, en partenariat avec le Programme Dinika et PISCCA ;
4. le projet Jeunesse et citoyenneté, en partenariat avec CDA et FFF Malagasy Mahomby et la CCFD ;
5. les 2 nouveaux projets d'assainissement (liquide et solide) à Mahajanga, en partenariat avec IRCOD et l'AFD ;
6. le nouveau centre, ouvert en partenariat avec le ministère de la Population (région Analamanga) et l'UNICEF

Ces nouveaux portefeuilles donneront certes de nouvelles impulsions, mais les contenus ne sont plus les mêmes qu'auparavant. L'écriture de ces projets témoigne de la volonté d'Enda-Madagascar d'aller davantage vers la dimension multiacteurs et les multiniveaux, sans perdre le contrôle de nos engagements par rapport aux cibles prioritaires que sont les populations vivant dans les quartiers précaires.

1. Programme d'éducation alternative

L'année 2016 a marqué l'amélioration des conditions d'accueil des enfants de rues et enfants vulnérables, avec notamment l'achèvement du chantier de construction et la migration des activités d'Enda-Madagascar vers un nouveau centre dénommé « Akanin'ny Tanora Namontana », la réhabilitation de l'Espace jeune, et le renouvellement des équipements, matériels et outils pédagogiques.





Il s'agit là d'un nouveau départ pour Enda-Madagascar, avec le démarrage des activités du nouveau centre d'accueil des jeunes sans-abri et sans-famille à Anosibe, le lancement du nouveau projet triennal dénommé SANDRATRA et le renouvellement de la stratégie de préparation et d'orientation de la formation professionnelle du centre ATAMI à Mahajanga. L'année 2016 marque également le raffermissent des liens d'Enda-Madagascar avec ses principaux partenaires: la Principauté de Monaco, l'AFD, le ministère de l'Education nationale (DEPA), les Apprentis

d'Auteuil, le Secours catholique, Caritas France, la fondation Sail for a cause, le Lion's club, Holcim, l'UNICEF, Estacaide France, la Fondation Orange et la Fondation Telma.

2. Action et prévention contre la violence conjugale

Le rôle joué par Enda-Madagascar dans cette thématique a connu une évolution sans précédent, notamment dans le passage du stade de l'accompagnement direct des femmes victimes vers l'animation, puis l'autonomisation d'un réseau institutionnel regroupant des acteurs clés : sécurité publique, santé, justice, éducation, société civile, etc. L'année 2016 a été marquée par la clôture des activités au niveau des deux dispositifs majeurs : la maison des femmes et le centre d'accueil provisoire des femmes victimes dénommée Akany Tsaramonina. La clôture des activités financées par l'Union européenne (IEDDH) et la fondation Pro-Victimis s'est enchaînée avec le lancement de nouvelles activités davantage centrées sur l'accompagnement du réseau des acteurs de la société civile dénommé TIHAVA. Grâce au concours financier de l'ambassade de France (PISSCA) et du Programme Dinika, une nouvelle opportunité pouvant enrichir les compétences d'Enda-Madagascar en matière d'accompagnement de la société civile s'est présentée.

3. Le Projet Habitat

L'année 2016 constitue une période de préparation pour le redéploiement du projet vers plusieurs dimensions de plus grande envergure qu'auparavant : passer de la construction vers le concept « habitat et cadre de vie », avec ses implications sur le foncier urbain, l'agriculture urbaine, les métiers du logement, le plaidoyer sur le droit à la ville, et les techniques innovantes. La phase de préparation s'est traduite par des échanges de pratiques et la formation des compétences internes du projet, l'interaction et la négociation avec les partenaires potentiels du futur projet, et le test en situation réelle du dispositif dans le but de démontrer la faisabilité ou non des différentes options présentées dans le nouveau projet.

Fondé en 1995 et basé à : Bamako (Mali). [<http://www.endamali.org>]

Lieux d'intervention : Bamako, Kayes, Ségou, Sikasso, Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal.

Domaines d'intervention :

- appui aux enfants et jeunes en difficulté
- autonomisation des femmes
- défense des droits des jeunes filles
- promotion des initiatives de santé communautaire
- contribution aux efforts de paix et de cohésion sociale



C'est dans un contexte socio-économique et sécuritaire préoccupant qu'Enda Mali a réalisé plusieurs projets au cours de l'année 2016. La signature des accords pour la paix et l'amorce d'un processus de réconciliation entamé depuis 2015, ont certes marqué une avancée dans le processus de stabilisation du Mali, mais cette paix est encore très fragile, à cause de la migration du conflit armé du nord vers le centre du pays (régions de Mopti et Ségou). La dégradation très avancée de plusieurs infrastructures sociosanitaires (écoles, points d'eau, centres de santé, etc.) dans les zones touchées par la crise, en particulier les régions du nord, a fortement affecté les efforts de développement. En outre, la campagne agricole 2016-2017 a été très moyenne et plusieurs poches de déficit alimentaire ont contribué à fragiliser la résilience des populations concernées.

1. Les actions dans le domaine de la gouvernance locale et du dialogue pour la paix et la sécurité

Dans le cadre de la convention de coopération Mali-Luxembourg MLI/023 Décentralisation et bonne gouvernance, Enda Mali a démarré courant 4^e trimestre 2016, pour trois ans, un partenariat avec Lux-Dev, pour le renforcement du processus de décentralisation et de la bonne gouvernance dans les régions de Ségou et Sikasso. Le dernier trimestre de 2016 a donc été mis à profit pour entamer l'action par la phase de mise en place opérationnelle du projet. Dans les régions touchées par la crise sécuritaire, notamment les régions de Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal, Enda-Mali a développé, tout au long de l'année 2016, des actions de stabilisation et de dialogue communautaire destinées à assoir une paix solide et durable, à travers trois principaux

projets : 1) le « Programme de réintégration des déplacés internes/refugiés retournés, ainsi que la promotion de la réconciliation dans les régions du Nord du Mali, mis en œuvre dans 43 communes (Gao 16 communes, Kidal 2 communes, Tombouctou 14 communes et Mopti 11 communes) ; 2) le projet « Justice, Prévention et Réconciliation pour les femmes, mineurs et autres personnes affectées par la crise au Mali (JUPREC) 2016 » ; 3) le « Projet de prévention du radicalisme et l'extrémisme violent 2016-2018 », dont le partenaire est Global Community Engagement and Resilience Fund (GCERF), avec comme principales activités, réalisées d'octobre à décembre 2016, la réalisation d'une analyse situationnelle des bénéficiaires secondaires, la formation de ces derniers et la réalisation d'une étude sur les connaissances, attitudes et pratiques des populations en matière d'extrémisme violent dans les zones d'intervention (Ségou, Mopti, Koulikoro et Kayes).

2. Les actions d'éducation, de protection des enfants et d'insertion professionnelle des jeunes

Enda-Mali a mis en œuvre des actions d'éducation et de protection des enfants talibés dans dix communes urbaines du Mali (Faaba talibés). L'année 2016, marque la troisième et dernière année de mise en œuvre de ce programme (2014- 2016), soutenu par la Caritas Allemagne et mis en œuvre dans neuf communes urbaines du Mali (5 communes du District de Bamako, les communes urbaines de Kayes, Ségou, Gao, et Tombouctou) :

Les projets de lutte contre le travail des enfants à travers l'approche Zone libre de tout travail d'enfant (ZLTTE) 2014-2017 ont été développés dans les communes de Mopti, Markala, Kéméni, Bougouni (orpaillage traditionnel) et le district de Bamako. Ils visent une meilleure protection des enfants contre le travail et autres pratiques traditionnelles néfastes, par la scolarisation à travers l'expérimentation de l'approche ZLTTE (zone libre de tout travail d'enfant).

Le Projet de protection des mineurs migrants non accompagnés en Afrique de l'ouest et de formation professionnelle est un projet de protection des enfants en mobilité et à risque de mobilité contre les phénomènes d'exploitation, de traite et de maltraitance (ETM) dans la sous-région Afrique de l'Ouest.

Soutenu financièrement par TDH dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao, il est fondamentalement basé sur l'approche communautaire à travers la mise en place d'espaces de regroupement aux points espoirs et chez les grands logeurs, la formation professionnelle et l'insertion de 50 enfants en mobilité et à risque de mobilité.

Le réseau Afrique de l'ouest Pour la Protection des Enfants (RAO) vise à réduire le phénomène de la migration clandestine des enfants et à promouvoir un environnement institutionnel par le renforcement des systèmes de protection de l'enfant. Les actions du réseau sont soutenues par les partenaires (SSI Suisse et IDE) et sa coordination au Mali est assurée par Enda-Mali. Le RAO couvre les 15 pays de la CEDEAO (Guinée Bissau, Mali, Sénégal, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Niger, Gambie, Nigeria, Bénin, Ghana, Togo, Sierra Leone, Libéria, Cap Vert) et la Mauritanie.



Les programmes de défense et de promotion des droits de la petite fille dans la région de Ségou et District de Bamako, PTF Kinderpostzegels, en cours depuis 2014. Les principales stratégies sont : les actions d'IEC, le renforcement de capacité des filles (formation, scolarisation) et des organisations communautaires de base, ainsi que le plaidoyer.

La formation professionnelle et insertion des jeunes à Bamako et Kayes dont les activités principales sont : l'accueil, l'écoute et le placement des enfants en apprentissage dans les centres ou auprès des artisans formateurs. Ainsi, 190 enfants et jeunes, dont 168 filles et 22 garçons ont été accueillis, écoutés et placés en apprentissage dans 10 corps de métier.

enda-vietnam

Fondé en 1993 et basé à : Hô-Chi-Minh-Ville (Vietnam). [<http://www.iwpar.org/enda-vietnam.html>]

Lieux d'intervention : Villes de Hanoï, Da Nang, Quy Nhon, Ho-Chi-Minh-Ville et provinces de Ha Tinh et Kon Tum.

Domaines d'intervention :

- aide à la relocalisation et action contre l'habitat précaire
- appui à la modernisation des infrastructures communautaires
- encadrement et capacitation des récupérateurs et recycleurs de déchets
- influence sur les politiques de logement en faveur des groupes vulnérables

En 2016, Enda-Vietnam a conçu plusieurs initiatives comme : le projet « Gestion durable des déchets solides au profit des pauvres des villes secondaires et des petites villes », grâce à un financement de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (ONU-CESAP) ; le projet « Réseau genre et développement », financé par l'Agence française de développement (AFD) ; le projet « Construire et améliorer des habitations pour les pauvres du quartier Can Gio de Ho-Chi-Minh-Ville », avec l'appui financier du SELAVIP. En outre, Enda Vietnam a consolidé son partenariat avec l'Association des villes du Vietnam, afin de maintenir le réseau du Fonds de développement communautaire (CDF) avec plus de 8 villes.

1. Projet Genre

Enda Vietnam a organisé des rencontres/dialogues avec les autorités locales de la localité de Thu Duc dans le but de mobiliser toutes les parties-prenantes locales. En outre, le projet a œuvré en partenariat avec les volontaires du réseau «The He Xanh » afin de créer une « photo-voix » dans le domaine du plaidoyer et de la sensibilisation concernant les ramasseurs de déchets indépendants (IWC), les questions de genre auprès des autorités locales et des citoyens. L'événement photo-voix s'est déroulé lors de la journée dédiée au recyclage, organisée par le Recycle Fund de DONRE, le dimanche 10 avril 2016. L'exposition photo-voix a laissé une forte impression chez des milliers de visiteurs. À travers cet événement, les conditions de vie, les difficultés, les espoirs des IWC, les questions de genre liées à la violence domestique, la voix des femmes des IW et l'équité entre les sexes dans les familles ont touché les visiteurs. Beaucoup de chaînes de télévision et de journaux sont intervenues pour faire passer le message.

Cela a permis de renforcer le plaidoyer en faveur de la révision des taxes sur la collecte des déchets imputés aux ménages, afin d'augmenter le revenu des IWC, en soutenant notamment la réparation des véhicules de collecte, en demandant à tous les employés intervenant dans le domaine des déchets d'obtenir une assurance-emploi, une assurance-chômage, l'égalité entre hommes et femmes au sein de la communauté et des familles, etc.

Enda Vietnam a démarré une campagne pour sensibiliser les autorités de Thu Duc et les parties prenantes concernées par rapport aux substances dangereuses et aux déchets toxiques domestiques ayant un impact sur l'environnement et la santé des personnes. Ceci devrait permettre aux IWC d'améliorer leurs conditions de travail, ainsi que leur santé. En particulier les associations féminines d'IWC, car les IWC féminines sont celles qui sont principalement en contact avec ces déchets dangereux lors de la collecte. Le district de Thu Duc a également lancé une campagne pour recueillir des déchets dangereux sur les points de collecte. Cependant, ces campagnes se déroulaient lors d'activités de courte durée (1 semaine seulement). Par conséquent, d'un commun accord avec la stratégie gouvernementale, ce projet continuera à dérouler un plan de communication complet destiné à sensibiliser les populations. Cela aidera les parties prenantes locales à comprendre et à poser des actes concrets pour éliminer les déchets domestiques dangereux.

2. Projet de gestion durable des déchets solides pour les pauvres des villes petites et secondaires

L'approche traditionnelle de la gestion des déchets solides se concentre sur les solutions qui nécessitent beaucoup de capital et de technologie et donc coûteuses.



La solution consiste à regarder de près le cycle de vie des déchets et à le réduire autant que possible.

Les installations communautaires de gestion des déchets, qui traitent les matières recyclables et réduisent les déchets organiques en compost, peuvent aider à réduire les déchets, de même que d'autres stratégies comme le tri en amont, réduisant ainsi les coûts de collecte et d'élimination. Mis en œuvre en partenariat avec le Comité des habitants de Qui Nhon, le projet, financé par l'UNESCAP, a été créé depuis 2006 à Nhon Phu Ward, dans la ville de Qui Nhon où la pollution de déchets solides est devenue la plus importante des environs. L'initiative impliquait la collecte systématique des déchets, le compostage des déchets collectés à l'aide de la méthode aérobie et la commercialisation du compost et des matières recyclables. Il s'agissait d'un partenariat avec les organismes gouvernementaux, la société civile, le secteur privé et des ONG.

Conformément au plan directeur du Comité des autorités municipales de Qui Nhon sur le tri des déchets à la source, deux nouveaux secteurs du centre-ville ont été sélectionnés pour participer au programme de tri des déchets à la source en 2015. En 2016, Enda-Vietnam a continué à financer ces communautés dans le domaine des communications/formations. De plus, Enda-Vietnam a organisé un atelier d'évaluation à Qui Nhon pour marquer l'achèvement du projet. Dans le cadre de cet atelier, les leçons tirées de l'initiative ont été partagées entre les acteurs locaux. La ville de Qui Nhon a intégré le projet à son plan de développement urbain, afin de le maintenir dans la durabilité. Avec cette importante contribution d'Enda-Vietnam à la gestion des déchets solides, un certificat de mérite lui a été décerné par le Comité municipal de Qui Nhon City et lui sera très utile pour renforcer sa motivation fondamentale qui est de soutenir les communautés défavorisées.

Fondé en 2012 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endacacid.org>]

Lieux d'intervention : l'ensemble des pays de la CEDEAO.

Domaines d'intervention :

- promotion du dialogue politique multiacteurs
- renforcement des capacités de la société civile africaine
- promotion du commerce intrarégional et de l'intégration africaine
- recherches, analyse et plaidoyer sur les négociations commerciales

Au cours de l'année 2016, la présence d'Enda Cacid dans la région ouest-africaine a été consolidée grâce à l'opérationnalisation du « **Programme d'appui au commerce intra-régional et de renforcement de la gouvernance commerciale participative en Afrique de l'Ouest** ». Ce projet a été exécuté dans un contexte régional (TEC, APE) et international (Accord de Facilitation des Echanges) marqué par l'accélération de la mise en œuvre de certaines politiques d'intégration.

Au plan politique et institutionnel, la mise en œuvre de la Vision 2020 de la CEDEAO, la Mise en place de la Task Force sur le Schéma de libéralisation des échanges (SLE) et l'exécution du Programme sur la libre circulation des produits agricoles en Afrique de l'Ouest (ProFAB) découlent du constat de la faiblesse de l'intégration régionale.

Les effets structurels et durables induits par le projet sont déclinés en termes de **cibles touchées** et **d'impact obtenus**.

1. Les acquis obtenus dans les interventions antérieures sont consolidés et capitalisés

Le travail pionnier effectué par Enda Cacid dans les négociations des APE avait permis non seulement de renforcer l'expertise régionale dans le domaine du commerce et des négociations, mais aussi d'élargir le dialogue et la collaboration sur de nouveaux chantiers dont la libre circulation des marchandises, la citoyenneté communautaire, la mobilisation des acteurs, notamment le secteur privé et les élus locaux.

2. Les Etats et les institutions régionales reconnaissent les résultats obtenus

Enda Cacid est vu comme un espace de production de savoirs et de contribution.

Son rôle politique et stratégique en tant qu'instrument d'influence de la société civile, en particulier la Plateforme des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest (POSCAO) est reconnu. « Je voudrais vous féliciter pour cette importante contribution au renforcement du processus d'intégration régionale et à la visibilité de la CEDEAO », dit **SEM Macky Sall, Président de la République du Sénégal**.

3. Une expertise au service du changement

La formation et le renforcement des capacités ont permis à la société civile ouest africaine de se doter des compétences et de l'expertise qui lui ont valu respect et reconnaissance. Cette compétence est désormais transférée aux autres acteurs, notamment les parlementaires, le secteur privé, les jeunes, les femmes et les élus locaux des villes et territoires transfrontaliers à travers des formations sur : **les protocoles sur la circulation des marchandises et des personnes, le Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO (SLEC), les règles d'origine, les procédures d'agrément des entreprises et des produits, le Tarif Extérieur Commun (TEC), la carte brune, la charge à l'essieu etc.**

Ainsi, près de 200 parlementaires du Burkina, du Bénin, du Niger, du Nigéria et de la Guinée ont été formés ; 316 élèves et étudiants de 38 instituts et universités du Sénégal bénéficiaires: plus de 700 leaders des organisations de commerçants et d'industriels formés sur les instruments de facilitation du commerce régional ; 700 Industriels et commerçants répartis dans 7 pays de la CEDEAO capacités ; près de 300 camionneurs empruntent les corridors formés sur les textes régissant la circulation des marchandises et des personnes, etc. L'analyse des problématiques et des politiques a conduit à la publication de



rapports, notamment celui sur « **l'Etat du Commerce en Afrique de l'Ouest** », dont le dernier numéro porte sur : « Commerce et sécurité alimentaire ».

4. Une société civile mobilisée, parlant d'une seule voix

Dans le domaine de la gouvernance commerciale, des négociations internationales, des questions agricoles régionales et du développement économique de manière générale, la société civile ouest africaine parle désormais d'une seule voix. La concertation menée dès 2015 à Ziguinchor, au lancement du projet, par les principaux réseaux ouest-africains s'est poursuivie à Abidjan, et a permis l'adoption d'une feuille de route (POSCAO, FOSCAO, ROPPA, REPAOC, RJEAO, OSCAF, etc.) comportant les principaux axes d'intervention de la société civile et les stratégies d'action.

Par ailleurs, on note une ouverture et un décloisonnement des lieux de production des règles. En effet, depuis plusieurs années, le dialogue politique multi-acteur est devenu une réalité au sein de la CEDEAO. En atteste le dialogue organisé à Abidjan sur les « Forces motrices du commerce intra régional en Afrique de l'Ouest ».

5. Fournir une information crédible et actualisée aux acteurs de l'Afrique de l'ouest

La vulgarisation des textes communautaires et le suivi des chantiers de l'intégration en Afrique de l'ouest passent par la publication permanente d'informations et la tenue périodique des caravanes.

La revue « Passerelles » s'inscrit dans ce cadre-là. Ainsi, de 2015 à 2016, 100 articles ont été publiés dont 52 en 2016. En outre, un partenariat a été noué entre la Maison des citoyens de la CEDEAO et la radio ZIG fm autour d'une émission dénommée « **la voix des citoyens de la CEDEAO** » qui a servi de cadre de mobilisation, d'échange d'idées et de réflexions entre les différents acteurs sur les enjeux importants de l'intégration régionale. Par ailleurs, au cours de l'année 2016, différentes caravanes ont été organisées au niveau des corridors routiers, notamment Banjul-Bissau, Dakar-Bamako et Lagos-Abidjan; l'objectif étant de constater avec différents acteurs les entraves à la libre circulation des personnes et des biens. Des recommandations visant à y mettre un terme ont été formulées.

Fondé en 1999 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endadiapol.org>]

Lieux d'intervention : l'ensemble des pays de la CEDEAO.

Domaines d'intervention :

- lobbying, plaidoyer et dialogue politique
- études sur les stratégies d'éducation alternative
- intégration africaine et coopération transfrontalière
- recherche et perspectives sur migrations & développement



Enda-Diapol a poursuivi en 2016 son engagement pour le renforcement du dialogue politique sur des enjeux qui adressent les politiques publiques en Afrique et dans le monde à travers trois principales thématiques : 1) coopération transfrontalière et intégration régionale par et avec les peuples ; 2) migration, développement et droits humains pour une cohérence des politiques publiques ; 3) gouvernance politique, citoyenneté et cohésion sociale pour contribuer à la participation effective, efficace et crédible de tous les acteurs de la société dans les processus de démocratisation.

1. Le dialogue sur les migrations en Afrique et en Europe

Sur invitation de la CEDEAO, Enda-Diapol a participé, en février 2016, à la réunion de haut niveau sur la mise en œuvre du Plan d'action de la Valette sur la migration. La perspective du sommet de la Valette a permis, de septembre à novembre 2015, plusieurs réunions des chefs d'Etat et autres rencontres ministérielles, pour définir une position commune de la CEDEAO.

A l'image d'autres OSC ouest-africaines, Enda-Diapol se félicite d'avoir été associé, tout au long de ce processus, aux cadres de dialogue mis en place à cet effet. Cette rencontre a été, pour la société civile, l'occasion d'inviter les Etats membres de la CEDEAO à prendre en compte la nécessité du respect du droit à la libre-circulation des personnes et des biens dans le suivi du plan d'action de la Valette et dans les projets à soumettre au fonds fiduciaire de 1,8 milliards d'euros mis en place par l'Union européenne.

Une solution à la migration irrégulière ne saurait être trouvée sans un cadre de dialogue franc et sincère entre l'Union européenne et les Etats membres de la CEDEAO, afin d'offrir aux populations, en particulier les jeunes, des opportunités de mobilité et d'exemption de visa, tel qu'obtenu par certains pays d'Amérique latine. Une mobilité consensuelle pourrait permettre d'éviter que les migrants ouest-africains aillent alimenter les réseaux de passeurs, et favoriserait la créativité des jeunes africains après leur expérience migratoire et des investissements productifs



créateurs d'emploi. Enda-Diapol a, dans la même optique, pris part au Forum annuel de l'immigration, organisé par le ministère des Marocains de l'Extérieur, le 14 mars 2016, à Rabat, portant sur le thème : « Politiques migratoires : quel rôle pour la société civile ? ».

Enda-Diapol a également participé, en août 2016, à Abidjan, à l'édition 2016 du MIDWA (Dialogue sur les migrations en Afrique de l'ouest) qui est un espace qu'il nous semble important de maintenir et de développer dans l'avenir, afin d'y faciliter un véritable dialogue direct autour de la migration, entre les citoyens de la CEDEAO et leurs autorités politiques et administratives, dans le sens de la « CEDEAO des peuples » voulue par les dirigeants à l'horizon 2020. Cela permettrait une meilleure prise en compte des propositions d'un grand nombre d'acteurs de la société civile dans le dialogue sur la migration en Afrique de l'Ouest.

2. Le Forum des observateurs citoyens pour le suivi de l'ensemble du processus électoral

Enda-Diapol a participé à Bruxelles à un atelier organisé par l'Union européenne sur le suivi des processus électoraux. Le principal message d'Enda-Diapol à l'endroit de la Commission européenne a été : 1) de travailler à améliorer la citoyenneté, avec notamment la participation active des jeunes, des femmes et des couches défavorisées aux instances de prise de décision ; 2) de mettre en place un cadre de discussion sur les défis qui se posent

aujourd'hui à l'observation des élections dans le monde ; 3) de réfléchir sur les grands changements qui ont eu lieu en matière d'observation électorale citoyenne et sur la manière dont les observateurs citoyens pourraient contribuer à promouvoir les réformes démocratiques ; 4) de travailler en synergie avec les OSC, les partis politiques et les pouvoirs publics pour promouvoir ces réformes au niveau national. Dans ce sillage, Enda-Diapol a mis en valeur ses différentes expériences en matière d'observation électorale, non sans avoir fait un plaidoyer à l'attention des missions d'observation qui, très souvent, ne viennent sur le terrain qu'au moment du scrutin.

Pour Enda-Diapol, il est nécessaire que les missions d'observation internationales trouvent désormais les voies et moyens d'appuyer, durant tout le processus électoral, les OSC locales dans leurs efforts quotidiens pour l'amélioration de la démocratie. D'où la nécessité d'œuvrer à l'éveil d'une citoyenneté active ; ce travail ne pouvant se faire qu'en dehors de la période électorale. C'est grâce à un financement accru des projets favorisant la participation politique des jeunes, des femmes et des couches vulnérables au débat politique, à travers leur capacitation sur les enjeux, que l'on pourra arriver à une vraie prise de conscience citoyenne, avec des électeurs se transformant en vigies, seul gage de processus électoraux démocratiques, transparents, crédibles et sans violence.



enda-eau populaire

Fondé en 1994 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://enda-eau.org>]

Lieux d'intervention : Régions de Dakar, Louga, Saint-Louis, Fatick, Sédhiou et Kolda au Sénégal.

Domaines d'intervention :

- adduction d'eau potable en milieu urbain et rural
- interventions dans le domaine de l'assainissement
- réalisation de réseaux et d'infrastructures hydrauliques
- santé communautaire et lutte contre les maladies liées à l'eau
- barrages hydroagricoles et barrages antisel
- adaptation au changement climatique du point de vue hydrique

En 2016, Enda-Eau Populaire a poursuivi la mise en œuvre du projet *Alternatives communautaires pour la résilience des populations face aux effets de la variabilité pluviométrique* sur la santé et la sécurité alimentaire, au sud du Sénégal, dans la région de Sédhiou. L'expérience acquise depuis sa date de création lui a permis de capitaliser sa méthodologie d'intervention : la Technique d'animation participée (TAP), une méthode qui réunit la communication, la recherche et l'action à l'intérieur d'un cadre intégré et met en partenariat experts, spécialistes, techniciens, membres de la communauté et autres parties prenantes aux différentes étapes du processus de recherche ou de développement. A travers cette approche, Enda-Eau Populaire a su co-construire, avec l'ensemble des parties prenantes et les populations-cibles du projet, des initiatives communautaires conçues comme autant d'alternatives pour la résilience des populations face aux effets du changement climatique.

Il en a résulté une capacitation et une sensibilisation de 161 300 habitants des zones rurales (80 347 femmes et 80 953 hommes) dans les domaines de l'hygiène, la santé, la protection des ressources naturelles, les changements climatiques, etc. Au total, 512 agents de santé, matrones et relais secouristes ont été formés en 15 séances, comme multiplicateurs dans les communes (143 en 2014 ; 221 en 2015 ; 148 en 2016). La distribution de 12 021 moustiquaires imprégnées aux populations a été également menée pour appuyer les efforts des pouvoirs publics pour l'élimination du paludisme d'ici 2018. En outre, la formation de 20 maçons locaux des villages de Baghère, Bakidioto, Tanaff, Talcourto et Diourdiourdné a permis, sous l'égide d'une entreprise de bâtiment, la





construction de 150 latrines familiales au profit de familles vulnérables et de communautés démunies, contribuant ainsi, dans les zones d'intervention du projet, à l'atteinte d'un taux de couverture et d'utilisation de 100 % des ouvrages d'assainissement et surtout à la lutte contre le péril fécal dans les villages.

Dans le domaine de l'agriculture, pour la réhabilitation et l'aménagement de terres cultivables, 265 relais villageois ont été formés en 9 séances de formation qui ont porté sur des domaines aussi variés que l'arboriculture, la gestion des infrastructures hydroagricoles et les mesures anti-érosion. Des animatrices et animateurs d'Enda Eau-Populaire ont également été formés pour promouvoir la participation citoyenne et la construction du vivre ensemble de communautés soucieuses du développement local, de la protection et de la valorisation des ressources naturelles.

Ces derniers ont été les leviers des animateurs pour la démultiplication des connaissances au sein des exploitations familiales dans la vallée et le miroir des populations participant au projet qui se sont engagées comme membres des structures de prise de décision que sont les comités (choix des délégués et mise en place de Cadres d'aménagement et de gestion des sols – CAGES). Ils ont apporté leur appui dans des activités améliorant l'hygiène, la sécurité alimentaire et la protection des ressources, initiées par les populations.

Ainsi, 613 m de digues et 1024 m de diguettes de retenue d'eau ont été construits, ainsi que 7 ouvrages hydroagricoles, dont 5 dans la

vallée de Talcourto-Diourdiourdné-Tanaff et 2 dans la vallée de Médina Balante. Cette mobilisation a permis aux communautés de réhabiliter 67,62 hectares de surfaces dégradées ou menacées dans la vallée de Talcourto-Diourdiourdné-Tanaff en 2016 et environ 75 hectares dans la vallée de Médina Balante. Une superficie de 34 hectares environ est destinée à être emblavée en riz dans trois zones en amont et en aval de la vallée de Talcourto-Diourdiourdné-Tanaff, par 118 exploitations familiales et un champ communautaire. Les surfaces ont été délimitées au décamètre par les animateurs et relais paysans, et sur la superficie emblavée, environ 86,8 tonnes de riz ont été récoltés.

La diversification des variétés de riz (BG 90.2, WAR 77, Sahel 108, etc.), l'augmentation de la superficie totale emblavée et l'aménagement de ces espaces agricoles et forestiers de façon adaptée aux conditions du changement climatique par les productrices dans la vallée de Talcourto-Diourdiourdné-Tanaff, ont fortement contribué à ce résultat. Dans la collaboration avec les collectivités territoriales, 134 élus des communes de Tanaff, Baghère, Simbandi Brassou et Yarang Balante ont été initiés à l'élaboration de plans d'affectation et d'occupation des sols (PAOS). Ces résultats obtenus par Enda-Eau Populaire montrent que la TAP facilite la participation des populations à leur propre développement, encourage le partage des connaissances nécessaires dans les processus de mise en œuvre des projets et renforce les efforts que les communautés entreprennent pour lutter contre la pauvreté et améliorer leurs conditions de vie.

enda-ecopole

Fondé en 1996 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://endatiersmonde.org/ecopole>]

Lieux d'intervention : Régions de Dakar, Diourbel, Louga et Saint-Louis au Sénégal.

Domaines d'intervention :

- éducation alternative à la citoyenneté
- appui au développement local participatif
- plaidoyer et dialogue politique
- développement de la santé communautaire

Au Sénégal, l'action d'Enda-Ecopole s'est poursuivie en 2016, notamment dans les zones de grande précarité sociale en milieu urbain (bidonvilles), périurbain et rural. Dans ses interventions, une attention particulière est portée aux femmes, aux jeunes et autres acteurs populaires vivant en marge des offres éducatives, sanitaires et économiques.

1. Education – formation – employabilité : un triptyque au cœur des stratégies de transformation

Le renforcement du capital humain reste une dimension essentielle dans les actions d'Enda-Ecopole. Son option pour consolider cette préoccupation se fonde sur la vulgarisation du concept de « société apprenante ». Une société apprenante se traduit en milieu urbain et rural

par des groupes organisés qui se constituent en communauté d'apprentissage pour définir et appliquer des stratégies d'apprentissage collectif. Ils arrivent ainsi à satisfaire et élargir les besoins d'apprentissage de base de tous leurs membres (enfants, jeunes, adultes, femmes et hommes), afin d'assurer leur développement personnel, familial et communautaire, équitable et durable. C'est en considérant l'espace pédagogique, comme un cadre ouvert aux innovations et aux changements qu'Enda-Ecopole a expérimenté le concept.

Au cours de l'année 2016, le partenariat avec l'Etat du Sénégal s'est renforcé dans le cadre de la mise en œuvre du *Programme d'alphabétisation et d'apprentissage de métiers pour la lutte contre la pauvreté (PALAM)*.



Ce programme (2012-2016), financé par la Banque islamique de développement (BID), a permis à Enda-Ecopole d'accompagner un certain nombre d'activités, notamment la mise en place et l'encadrement des écoles communautaires de base (ECB) et des centres d'alphabétisation fonctionnelle (CAF) dans la région de Diourbel. Les bénéficiaires directs sont des enfants non scolarisés ou déscolarisés âgés de 5 à 9 ans, des jeunes filles et garçons âgés de 16 à 25 ans, et des femmes travailleuses âgées de 25 à 49 ans. La démarche d'enrôlement et d'intervention a été fondée sur le triptyque alphabétisation – apprentissage – financement de micro-projets.

Ce programme a permis à 129 apprenants des ECB et 50 auditeurs des CAF d'achever le cycle normal, en participant régulièrement aux cours jusqu'au 30 juin 2016, soit un taux d'achèvement de 84,31 % par rapport à l'effectif global stabilisé. Des acquis ont été notés dans la mise en œuvre des activités, se traduisant par des résultats obtenus dans : 1) l'exécution des enseignements et apprentissages ; 2) l'institutionnalisation des projets productifs et des caisses de solidarité ; 3) l'engagement et le suivi des procédures d'obtention des pièces d'état-civil pour les apprenants ; 4) la préparation des candidatures au CFEE et à l'entrée en 6e ; 5) la mise en place d'un dispositif de pérennisation des acquis. Afin de lier les apprentissages intra et extra-muros, et développer des aptitudes à l'insertion socioéconomique chez les apprenants, des projets productifs ont été initiés dans les cinq ECB : 1) l'aviculture à Maka Basse, Mbary Allé, Darou Séye et Dara ; 2) le maraîchage à Maka Basse ; 3) la valorisation des produits locaux à Keur Mafatim.

2. Agir sur la dimension santé communautaire pour réduire la vulnérabilité

Le volet santé communautaire occupe une large part dans les interventions d'Enda-Ecopole. Dans le contexte de la campagne mondiale pour la pré-élimination à court-terme du paludisme, le Fonds mondial (FM) a mobilisé d'importants crédits destinés à accompagner des campagnes au niveau des Etats. Au Sénégal, IntraHealth est le partenaire porteur qui interagit avec les différents sous-récepteurs qui accompagnent les actions auprès des communautés pour un changement de comportement. Dans la ligne de cette mobilisation mondiale, Enda-Ecopole a participé aux activités de sensibilisation et d'éducation de masse, à travers un programme qu'il met en œuvre dans les régions de Dakar, Thiès et Diourbel. Le travail a été réalisé en étroite collaboration avec les structures de santé des localités consternées.

Le programme a impliqué des OCB servant d'ancrage et de réceptacle des activités pour une meilleure appropriation par les populations. Ainsi, 52 OCB ont été des partenaires indispensables du programme : 1) 28 OCB mettant en œuvre le paquet paludisme ; 2) 24 OCB mettant en œuvre le paquet intégré. Les résultats enregistrés en 2016 ont permis : 1) la formation de 256 relais et agents communautaires ; 2) la distribution de 13 019 moustiquaires imprégnées ; 3) la mobilisation d'un financement de 18 113 000 FCFA pour les 8 districts d'intervention, soit 10 854 000 pour les OCB avec «paquet intégré» et 7 259 000 avec « paquet paludisme simple ».



Fondé en 1991 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://endaecopop.org/>]

Lieux d'intervention : Afrique

Domaines d'intervention :

- Gouvernance locale participative pour le développement
- Droits humains, cadre de vie et services sociaux de base
- Développement économique des territoires

Enda-Ecopop a poursuivi, en 2016, son action pour l'émergence de collectivités territoriales africaines durables, respectueuses des droits humains et gouvernées de manière responsable. Il s'appuie sur l'innovation, la modélisation, le renforcement de capacités, l'influence sur les politiques publiques pour une transformation sociale qualitative, et articule ses interventions autour des axes :

1. gouvernance locale pour le développement ;
2. droits humains, cadre de vie, prévention des catastrophes et des crises, changement climatique ;
3. développement économique des territoires.

1. Le Projet Budget participatif Sénégal

Le projet Promotion de la participation citoyenne à la planification, budgétisation et gestion des affaires locales (Projet budget participatif Sénégal ou Projet BPS) vise l'amélioration de l'accès des populations aux équipements collectifs et services sociaux de base en

promouvant la participation et l'engagement citoyens dans la planification, budgétisation, gestion et contrôle citoyen des affaires locales par la pratique du Budget Participatif. L'approche privilégie la mise en place de groupes de travail et apprentissage par pairs qui s'appuient sur les TIC et la culture, autour de six thèmes : 1) genre ; 2) groupes vulnérables; 3) adaptation au changement climatique, 4) enfant/jeunes ; 5) diaspora ; 6) responsabilité sociale d'entreprise (RSE). Il prévoit aussi la mise en place d'espace de dialogue et d'interpellation citoyenne autour de la gestion publique locale et des observatoires locaux de démocratie participative fonctionnant comme des alliances citoyennes pour assurer la durabilité et la pérennisation des acquis et le suivi des engagements.

En 2016, le projet BPS a réalisé (entre autres) :

- l'élaboration des logos visuels et sonores pour accompagner les différents supports de communication et favoriser la reconnaissance de la marque « BPS » à travers tout le Sénégal ;



- la caravane nationale de sensibilisation sur la participation citoyenne et la mobilisation communautaire a mobilisé 7 875 personnes membres des communautés et la société civile. Elle a permis de sensibiliser 1 050 élus, 135 autorités administratives (gouverneurs, préfets et sous-préfets), 450 agents des services techniques, et 225 journalistes et communicants des médias ;
- l'édition de 7 guides et manuels de formation adaptés au contexte sociopolitique, culturel et réglementaire du Sénégal et destinés aux autorités administratives, élus et acteurs des OSC, etc.
- la mise en place des Observatoires de la démocratie participative : des cadres locaux assurant la veille sur le suivi des engagements et l'évaluation des processus participatifs.
- le système d'information intégré et collaboratif pour améliorer la mobilisation des ressources locales, renforcer la transparence et lutter contre l'évasion fiscale : ce dispositif informatique YTax (Yelen Taxe) est développé par Enda-Ecopop pour la mobilisation des ressources propres des collectivités locales.
- des projets stratégiques définis par les populations et réalisés par projet BPS : 45 documents budgétaires de collectivités territoriales ont été élaborés de manière participative et votés par les exécutifs locaux. Les allocations budgétaires affectées par les exécutifs locaux à la prise en charge des projets stratégiques identifiés par les populations des 45 collectivités locales au terme du processus du Budget participatif s'élèvent à 1 milliard 826 millions de FCFA (environ 3,5 millions de dollars), dont 28 % en moyenne représentent des contreparties des collectivités locales et le reste étant un appui budgétaire du PNDL.

2. La 16e Conférence de l'OIDD, sur le thème : « Bonne gouvernance et participation citoyenne inclusive »

Assurant la coordination de l'Observatoire international de la démocratie participative pour la région Afrique, Enda-Ecopop a co-organisé, du 4 au 6 mai 2016, à Matola (Mozambique), la 16e Conférence de l'OIDD. La rencontre a vu la participation de plus de 1 500 personnes en

provenance de 200 villes de 40 pays. La conférence a été ouverte par Filipe NYUSSI, président de la République du Mozambique. Plusieurs personnalités ont participé à la cérémonie officielle d'ouverture, comme Carmelita NAMASHULUA, ministre de l'Administration et de la Fonction publique, Calisto COSSA, Maire de Matola et président de l'OIDD, Raimundo DIOMBE, gouverneur de la province de Maputo, et Bachir KANOUTE, Coordinateur pour la Région Afrique de l'OIDD.



Fondé en 1984 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endaenergie.org>]

Lieux d'intervention : le Sahel, l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Domaines d'intervention :

- élargissement de l'accès aux services énergétiques durables
- formation des acteurs sur la planification énergétique et aux négociations sur le climat
- lobbying et plaidoyer pour un développement sobre en carbone et résil
- renforcement de la résilience des communautés et écosystèmes aux effets néfastes des changements climatiques et de la désertification
- développement local durable et gouvernance environnementale

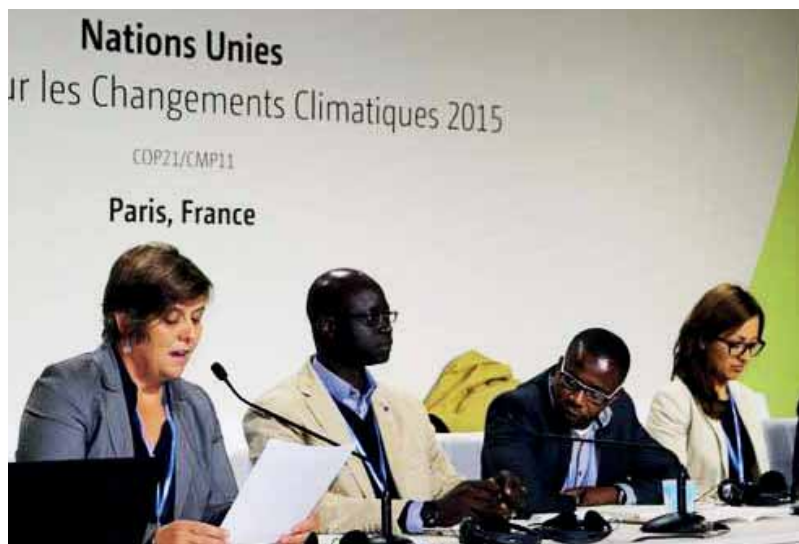
1. L'adaptation basée sur les écosystèmes : promouvoir la coopération Sud-Sud pour faire face aux défis du changement climatique.

Depuis 2014, Enda-Energie travaille en partenariat avec « the Chinese Institute of Geographic Sciences and Natural Resources Research » (IGSNRR) dans le rôle de "International Dryland Adaptation Specialist" (IDAS). Dans ce partenariat, l'IDAS a comme mandat de proposer des protocoles en vue de la restauration de sites dégradés en Mauritanie, en suivant l'approche d'Adaptation à base écosystème (EbA). L'objectif de cette action est de promouvoir la coopération Sud-Sud entre la Chine et la Mauritanie, pour faire face aux défis du changement climatique. Les sites concernés couvrent une superficie totale de 210 hectares et sont localisés d'une part à Benichab (situé à 160 km de Nouakchott à vol d'oiseau), d'autre part à Nayemat (situé à 140 Km de Nouakchott à vol d'oiseau). Les sites identifiés pour la restauration à Benichab et Nayemat devraient couvrir respectivement 100 et 110 ha. En Août 2015, Enda-Energie avait soumis à l'IGSNRR et partenaires, la version finalisée des protocoles de restauration. L'unité du projet basée au ministère mauritanien de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) s'est chargée de la mise en œuvre de ces protocoles sous l'éclairage technique d'Enda-Energie.

En septembre 2016, IGSNRR et Enda-Energie ont signé un nouveau contrat dont les clauses concernant Enda-Energie lui donnent mandat pour effectuer une mission de vérification de l'état d'avancement du MEDD dans la mise en œuvre des protocoles de restauration. L'objectif de cette action, au regard de l'enjeu prioritaire, est de « déployer des technologies éprouvées dans le Sud, en matière de restauration des



écosystèmes, afin de revitaliser les services écosystémiques et partant, améliorer le bien-être des populations locales. Les résultats et acquis obtenus en 2016, au plan quantitatif et qualitatif, sont : 1) le protocole de restauration et la restauration de 100 ha de terres dégradées à Benichab (au nord de Nouakchott) ; 2) le protocole de restauration et la restauration de 118 ha à Nayemat (au sud-est de Nouakchott) ; 3) la visite préliminaire conduite à Idini (à l'ouest de Nouakchott) et l'élaboration d'un rapport de visite ; 4) la signature d'un *Aide-mémoire Enda-Energie-MEDD*. Les perspectives pour 2017 et au-delà consistent essentiellement en une mise en œuvre de l'*Aide-mémoire Enda-Energie-MEDD* : i) protocole de restauration sur de nouveaux sites ; ii) changement d'échelle ; iii) modélisation des coûts de la restauration des écosystèmes ; iv) projets-pilotes sur le tracé GMV-Mauritanie ; v) l'éducation environnementale ; vi) des projets bancables sur le transfert de technologies, etc.



2. CTCN ou le transfert de technologies climatiques : des choix pour la mise en oeuvre de l'Accord de Paris

La COP 22 de Marrakech baptisée « COP de l'action » a conduit à un tournant décisif dans la mise en œuvre des mécanismes technologique et financier en faveur du transfert de technologies climatiques. Dans cette dynamique, les instances de la CNUCCC ont adopté des décisions et ont manifesté avec acuité l'importance de l'assistance technique des pays Non Annexes 1 dans la mise en œuvre des Contributions nationales déterminées (CDN), ainsi que la traduction pratique des plans d'action technologique (PAT) déjà élaborés et une facilitation de l'accès au mécanisme financier. C'est dans ce contexte particulier que s'inscrivent les approches d'intervention et résultats concrets enregistrés par Enda-Energie dans le cadre du CTCN et du projet EBT 2, pour le bénéfice des pays requérants et plus généralement pour le renforcement de la coopération Sud-Sud. Ainsi, dans le registre

du renforcement des capacités, Enda-Energie, en rapport avec le CTCN, a développé et mis en œuvre une approche novatrice dénommée Programme d'incubation de requête (*Request Incubator Program – RIP*) qui vise à sensibiliser davantage les pays sur les services du CTCN et surtout à favoriser l'élaboration de requêtes de bonne qualité. A travers ce programme spécifique, l'approche combinant la formation in-situ sur les différents modules (cartographie des politiques et projets, engagements

des parties prenantes, etc.) et les séances de travail bilatérales avec les requérants a permis à un premier groupe de pays bénéficiaires (Benin, Guinée-Conakry et Gambie) de générer et soumettre au moins entre 4 à 6 requêtes éligibles par pays.

Suite à cela et pour faciliter l'élaboration des TDR (plans de réponse) de la mise en œuvre concrète des requêtes, Enda-Energie a également proposé et conduit une nouvelle approche qui a privilégié le face-à-face in-situ avec le requérant, à l'exemple du département de la foresterie de la Gambie et de l'ONG Maharitra de Madagascar, conduit avec la collaboration du BMN (Bureau de mise à Niveau du Sénégal). Cette démarche s'avère très efficace et bien appréciée car elle a permis à la requérante et aux experts d'Enda-Energie de conduire une première analyse situationnelle de la problématique ciblée et conséquemment, de s'accorder sur l'objet, les activités et les « outcomes » attendus à la fin de l'assistance technique du CTCN. Concernant la mise en œuvre concrète des plans de réponse, les expériences d'Enda-Energie constituent des exemples réussis de coopération Sud-Sud qui ont été très appréciés par les requérants (Mali, Côte d'Ivoire et Sénégal) et ont fait l'objet d'une communication (second film du CTCN à la suite de celui fait en Colombie) à travers différents canaux (*side event* de la COP 22, publications en ligne, évaluation du CTCN, films, etc.). En effet, le succès enregistré par Enda-Energie résulte de la symbiose novatrice de l'approche catalytique (reconnaissance et mutualisation avec l'expertise locale) et surtout de la mise en avant de stratégies d'engagement des parties prenantes clés (mise en place de groupe d'experts nationaux, communication régulière et appropriée, etc.).

Fondé en 1982 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endagrafsahel.org>]

Lieux d'intervention : Sénégal, Guinée-Conakry, Guinée-Bissau, Bénin, Mali et Niger.

Domaines d'intervention :

- gouvernance locale concertée
- promotion et renforcement du dialogue politique
- accès aux biens et services de base
- agriculture et développement rural
- appui aux femmes, AGR et microfinance
- promotion de l'éducation alternative



1. Santé communautaire

Enda-Graf-Sahel a développé, en 2016, diverses stratégies de proximité destinées à faciliter l'accès aux soins de santé aux populations les plus démunies, à travers son programme de santé communautaire. L'initiative vise à renforcer la participation des communautés pour qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle dans la planification, la mise en œuvre, le financement et le suivi des activités de santé. C'est ainsi qu'Enda-Graf a pu contribuer à la réalisation d'un certain nombre d'infrastructures au Sénégal, comme : 1) la construction et l'équipement de deux postes de santé à Tellayargouye et à Sorokh, dans la communauté rurale de Patar Sine (région de Fatick) ; 2) un centre communautaire comprenant un bloc ophtalmologique, une unité de dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus, un centre de conseils en ligne gratuits pour les bénéficiaires via le n° 21000.

Les activités de terrain mises en œuvre dans ce contexte comprennent : i) un enrôlement de

15 cases et 78 sites de santé ; ii) la formation des acteurs communautaires ; iii) l'équipement des cases et sites d'intervention ; iv) une offre de services effective dans tous les sites et cases de santé ; v) le suivi et l'encadrement des acteurs communautaires ; vi) la supervision des activités des cases et sites d'intervention ; vii) une IEC sur santé maternelle, infantile et du nouveau-né (SMNI) ; viii) le contrôle des maladies diarrhéiques chez les enfants ; ix) le démarrage du centre de santé communautaire avec un cabinet de consultation en médecine générale ; x) l'inauguration du poste de santé de Tellayagouye ; xi) la prise en charge de 2 858 patients en ophtalmologie.

2. Souveraineté alimentaire et nutritionnelle

Enda-Graf-Sahel participe au programme GENDDER « Genre et développement durable en réseau », à travers la mise en œuvre de plusieurs activités dans les villages de Niodior, Dionewar, Falia, Ndagane-Sambou, Simal, Djilor et Fimela, situés dans le delta du Saloum (Sénégal). Enda-Graf-Sahel cherche à articuler l'approche genre avec celle de l'environnement



et du développement durable, par le renforcement des actrices et acteurs dans le domaine de la gestion concertée et durable des écosystèmes tout en mettant un accent particulier sur les ressources conchyliques.

Les activités de terrain réalisées en 2016 sont: 1) la réalisation du diagnostic participatif socioéconomique, genre et environnement des villages de Dionewar, Falia et Niodior ; 2) la réalisation d'une étude sur la contribution de la collecte des coquillages dans l'économie familiale et locale ; 3) la formation en gestion et chaîne de valeur des produits frais et transformés ; 4) la mise en place d'équipements et la confection d'étiquettes pour les emballages de produits ; 5) la formation des monitrices d'alphabétisation et des animatrices villageoises.

3. Education – formation – Insertion

La mise en œuvre du projet *Apprentissage pour le développement des territoires ruraux* (ADETER), financé par l'Agence Française de Développement (AFD), a été réalisée à Saint-Louis et Dagana (Sénégal), par Enda-Graf-Sahel, en partenariat avec le GRET. La logique d'intervention globale du projet comporte deux entrées majeures :

- 1) innover et développer une offre nouvelle de formation : tester (expérience pilote), évaluer et capitaliser en vue d'une pérennisation de façon participative de nouvelles formations destinées aux jeunes et aux professionnels de cinq métiers. Ces formations, mises en place avec les centres de ressources (centres de formation professionnelle, lycée technique, ateliers artisanaux et GIE) présentent un potentiel de pérennisation au-delà de la phase projet ;

- 2) faciliter l'engagement et la concertation pluriacteurs au niveau central, déconcentré et décentralisé : motiver et mieux outiller les acteurs régionaux et nationaux, afin qu'ils s'investissent et se concertent plus systématiquement sur les questions de formation professionnelle, en particulier sur les métiers para-agricoles. Ces échanges ont porté sur la mise au point et l'évaluation des formations développées et plus globalement sur l'articulation, au niveau régional, des politiques de développement économique et de formation professionnelle.

La capitalisation de cette expérience a contribué à son appropriation en vue d'influencer les pratiques et politiques publiques et les porteurs d'initiatives dans les métiers ciblés. La capitalisation a permis de retenir au moins cinq innovations :

- la fusion d'un trinôme agissant de concert entre le formateur provenant du centre de ressource, le maître artisan (lieu de formation et entreprise) et le GIE (entreprise, lieu de formation et de stage) ;
- la mobilisation et l'appropriation du projet par l'ensemble des acteurs qui prennent eux-mêmes les décisions ;
- l'articulation entre la dynamique sectorielle et la dynamique territoriale ;
- l'élaboration de cinq référentiels de formation dans des métiers innovants tels que ceux para-agricoles ;
- la sélection d'apprentis à partir des ateliers artisanaux, ce qui règle en partie la préparation à l'insertion.

enda-jeunesse-action

Fondé en 1985 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://endatiersmonde.org/eja>] - [<http://www.maejt.org>]
Lieux d'intervention : Sénégal et 28 autres pays d'Afrique membres du Mouvement africain des EJT (MAEJT).

Domaines d'intervention :

- protagonisme des enfants et jeunes
- jeunesse et éducation, formation et emploi des jeunes,
- gouvernance participative
- équité des genres
- lobbying et plaidoyer international (Union africaine, ECOWAS)

1. Protection de l'enfant et éducation au Sénégal

Enda-Jeunesse Action a développé, en 2016, de nombreuses initiatives dans les domaines de la protection de l'enfant et de l'éducation. Les activités réalisées dans le domaine de la protection de l'enfant ont consisté en des séances d'informations et de sensibilisation des communautés pour l'acquisition de connaissances sur les droits des enfants, le renforcement des dispositifs locaux de protection et le plaidoyer pour amener les autorités locales à intégrer dans leurs politiques la protection des enfants. Grâce aux différents programmes mis en œuvre:

- 1) 64 755 infantes, dont 33 459 filles, ont été mis à l'abri des violences, des abus, de l'exploitation, de la négligence et de pratiques néfastes, dans 130 villages et quartiers du Sénégal ;
- 2) des centaines de milliers de personnes ont acquis plus de connaissances dans la protection de l'enfant et sont devenues de plus en plus attentives à la situation des enfants de leur localité : i) 530 enfants dont 271 filles exclus de l'école ont renoué avec leur scolarité dans les écoles primaires, lycées et collèges ; ii) 3574 enfants, dont 1623 filles victimes de négligence ont été enregistrés à l'état-civil ; iii) 353 enfants (f86/g267) en situation de mobilité et parmi ceux-ci, 71 enfants non-accompagnés (dont 2 fillettes) ont été interpellés, grâce à la collaboration des agents de la police des frontières ; iv) 235 personnes retournées en famille, dont 78 adultes (avec la crise gambienne); v) 35 enfants référés aux services étatiques, dont 6 filles, à l'AEMO pour cas de viol et de mariage forcé ; vi) 2 695 filles sont désormais en même de citer 3 causes et 3 conséquences des effets néfastes des mariages d'enfants ;



3) les actions de plaidoyer portées par les enfants lors des rencontres d'interpellation de leurs autorités administratives et locales ont eu des résultats perceptibles

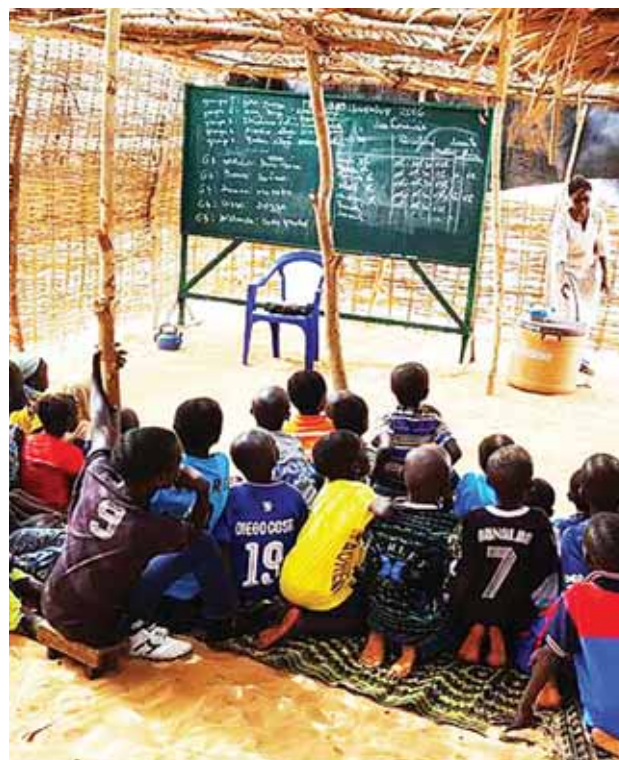
dans le processus de la mise en place de cadres institutionnels plus sensibles à la protection de l'enfant avec la mise en place du conseil communal des enfants à Guinaw Rail Sud (région de Dakar), et la mise en place d'une ligne protection dans le budget des municipalités de Guinaw Rail (région de Dakar), Guiré Yéro Bocar (région de Matam) et Adéane (région de Ziguinchor).

Les activités d'éducation surtout en zone rurale gravitent autour de l'information et la sensibilisation sur l'importance de l'éducation, l'appui à l'inscription à l'école, l'appui à l'obtention de fournitures scolaires, le suivi de la régularité des élèves et le plaidoyer pour un meilleur environnement scolaire. L'accès à l'école est devenu une norme sociale dans les zones d'intervention. Contrairement aux années d'avant-projet, l'inscription au CI se fait chaque année dans tous les établissements partenaires. Aujourd'hui, les classes multigrades qui se justifiaient par les faibles effectifs ne sont plus que de vieux souvenirs. C'est ainsi que : 1) 51 884 enfants, dont 52 % de filles ont été inscrits à l'école et régulièrement suivis par les membres des comités communautaires de protection de l'enfant, qui ont relevé un taux de fréquentation de 97 % ; 2) 1 657 enfants talibés ont participé à des cours d'éducation de base, afin de poursuivre leur cursus dans les écoles formelles ; 3) l'amélioration des infrastructures scolaires par les autorités a été constatée à travers la construction de 14 salles de classes, de 4 blocs sanitaires et d'un mur de clôture, la dotation de 135 tables bancs

2. Accompagnement des initiatives du Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs (MAEJT)

Au niveau régional, l'accompagnement des initiatives des enfants et jeunes travailleurs a permis de renforcer 4 693 groupes de base dans un ensemble de 415 associations de défense des droits de l'enfant dans 27 pays africains. Pour le MAEJT, le groupe de base constitue le dispositif communautaire par excellence de protection des enfants. Car l'appartenance à un groupe limite les violences sur les enfants. Basées sur le manuel de protection du MAEJT, plusieurs visites d'identification des enfants ont été menées dans les maisons, les ateliers d'apprentissage, les marchés, les gares, les places publiques, les dessous de ponts, les champs en milieu rural, les carrières d'exploitation de minéraux, etc. Une estimation

a établi à 1 097 799 le nombre d'enfants et de jeunes, de membres et de sympathisants ayant été impliqués dans les actions d'information sensibilisation, de renforcement des capacités et de protection, initiées par le MAEJT, avec l'appui d'Enda-Jeunesse Action. Pour faire profiter aux enfants des services de protection, leurs parents, tuteurs et patrons ont été informés sur la nécessité de l'écoute des enfants. Les enfants et les communautés ont été informés sur les points d'écoute et les lieux appropriés à l'écoute des enfants dans les communautés. Ils ont été informés sur l'existence et le rôle des comités d'alerte composés par le chef de village, le comité de développement de village, les parents d'élèves, les enfants, etc. L'écoute « enfant pour enfant » s'est développé avec une ouverture sur les services disponibles dans les localités d'évolution des enfants. Une bonne partie des progrès observés sur le nombre de bénéficiaires des actions de protection des enfants sont dus aux efforts des EJT pour engager les populations dans les actions contre les risques liés aux catastrophes naturelles, comme les inondations, les feux de brousse, les chutes de pierre, etc. Les EJT ne se limitent plus à réagir face aux dégâts, mais ont identifié par endroit les zones à risque, les types de catastrophes les plus à craindre et les dispositions à prendre pour en limiter les conséquences le cas échéant. Un manuel de capitalisation de ces expériences de réduction des risques liés aux catastrophes a d'ailleurs été publié.



enda-lead-afrique

Fondé en 2000 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.leadinafrica.org>]

Lieux d'intervention : Sénégal et pays francophones d'Afrique.

Domaines d'intervention :

- renforcement des capacités des acteurs
- animation de réseaux et plaidoyer international
- recherche-action sur le développement durable
- appui aux organisations de la société civile africaine

Enda-Lead Afrique francophone est un programme majeur de renforcement des capacités en leadership pour l'environnement et le développement au profit des acteurs du secteur privé, des institutions publiques, des organisations non gouvernementales, des institutions de recherche, des médias, etc. Sa mission est de rendre ces acteurs plus aptes à résoudre les problèmes complexes que posent les politiques de développement durable. Le programme a étendu son champ d'action aux questions d'autonomisation économique des femmes, de Gouvernance, de Responsabilité Sociétale d'Entreprise et de gouvernance des Ressources Minérales. A ce titre, le programme a déroulé, en 2016, des projets dans les régions de Kédougou, Matam, Thiès, Dakar. En relation avec ses différents partenaires, les actions ont porté sur :

1. La prévention et l'éradication des violences basées sur le genre par le biais de l'autonomisation économique des femmes en milieu périurbain et rural

En partenariat avec ONU-Femmes, Enda-Lead a coordonné ce projet avec un consortium composé du Directoire national des femmes en élevage, du Réseau national des femmes rurales, du Programme de développement des Clusters (PROCLUSTERS), du Collectif des femmes pour la lutte contre l'émigration clandestine et d'Action solidaire internationale. L'implémentation du projet a de toute évidence généré des impacts différents suivant l'orientation des différents sous-projets et leur zone d'intervention. Les activités du projet ont permis d'enregistrer des résultats qui amènent à conclure qu'un processus est en cours vers une réduction durable de la pauvreté en milieu rural. Les changements d'attitudes ont été encouragés par le projet qui a d'ailleurs renforcé le leadership des femmes qui jouent davantage

un rôle non négligeable dans la gestion de leurs communautés. Les revenus issus des activités concourent désormais à la participation des femmes aux différentes charges de leurs ménages (nourriture, scolarité et bien-être des enfants). Ce projet a aussi réussi l'aspect intégration circulaire entre les différents acteurs et projets, car les acquis en équipement d'un sous-projet servent de soubassement ou de complément dans la chaîne de fonctionnement d'un autre sous-projet.

Par ailleurs, il a été noté : 1) un appui à la production, à l'équipement des unités de transformation, à la commercialisation, représente une opportunité pour le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles ; 2) une capacité d'adaptation et de résilience des bénéficiaires du projet (productrices) face aux risques de catastrophes comme l'invasion subite de ravageurs suite à la sensibilisation sur les potentielles menaces et les réponses adéquates ; 3) des actions d'agriculture saine & durable (ASD) avec l'utilisation de matières organiques, de système d'irrigation économe en eau, d'utilisation de bio-pesticides aideront à une production adaptée aux conditions climatiques et physiques locale ; 4) une diversification des cultures qui pourrait réduire la vulnérabilité des productrices à un nombre limité de spéculations.

2. L'évaluation de la contribution des entreprises minières et de carrière au développement local

A travers cette évaluation Enda-Lead, en collaboration avec son partenaire financier OXFAM, entend promouvoir la bonne gouvernance du secteur extractif, afin que les revenus générés participent de façon efficace à la réduction de la pauvreté. Pour ce faire, Enda-Lead et OXFAM ont voulu à travers la réalisation d'infrastructures sociales de base dans les localités d'implantation, jauger la contribution



des industries extractives au développement local. L'objectif général a consisté en l'évaluation de la contribution du secteur privé extractif (mines et carrières) au développement local des collectivités les abritant à travers la RSE. Spécifiquement, il s'est agi de faire un état des lieux de la cohabitation entre les communautés locales et les industries minières ou de carrières établies dans les régions de Thiès et de Kédougou. Les résultats de cette évaluation ont contribué à la prévention de différends latents entre les entreprises et les communautés locales, à réduire les fortes contestations contre les entreprises extractives sur l'impact social dans les territoires d'implantation par les communautés et à mettre en lumière les investissements faits par les entreprises extractives en faveur du développement des localités où elles sont établies méconnus ou mal communiqués.

3. L'audit des droits humains dans les zones d'exploitation minière de la région de Thiès (Sénégal)

Au Sénégal, l'octroi d'un titre minier confère au titulaire un certain nombre de prérogatives relatives à : (i) la prospection des substances minérales en vertu d'une autorisation de

prospection ; (ii) la recherche de substances minérales suite à l'obtention du permis de recherche ; (iii) l'exploitation des substances de mines grâce au permis d'exploitation, d'une concession minière, d'une autorisation d'exploitation d'une petite mine ou d'une autorisation d'exploitation artisanale ; et (iv) l'exploitation des substances de carrière en vertu d'une autorisation d'ouverture et d'exploitation d'une carrière. Toutefois ces prérogatives entrent en conflit avec les droits des communautés riveraines des sites miniers. En effet, l'avancée du front minier implique des impacts négatifs sur l'environnement (pollution hydrique, atmosphérique, sonore, dégradation des sols) et surtout sur la vie socioéconomique des communautés qui n'ont souvent pas conscience de leurs droits et de leurs intérêts, sur toutes les étapes du cycle de vie de la mine.

L'objectif général de cet audit des droits humains dans le secteur extractif à Thiès a consisté essentiellement à évaluer le respect des droits humains à l'aune de la préservation des moyens de subsistance des communautés impactées par les exploitations minières et à ébaucher des stratégies de suivi du respect des droits des communautés riveraines des sites miniers.



enda-madesahel (Méthodes appliquées au développement du Sahel)

Fondé en 1981 et basé à : Mbour (Sénégal). [<http://www.madesahel.org>]

Lieux d'intervention : le Sénégal et un rayonnement en Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Centre.

Domaines d'intervention :

- confection et conditionnement de phytomédicaments
- formations dans les domaines des sciences de la santé et du développement
- conservation des espèces végétales menacées
- expérimentations et diffusion de nouvelles essences

Enda-Madesahel s'est investi dans la santé humaine et la biodiversité avec pour objectifs : 1) la formation dans le domaine des sciences de la santé et du développement pour faire face à la pénurie de personnel qualifié dans les pays du Sud ; 2) la préservation de la biodiversité et la valorisation des plantes médicinales dans la santé communautaire, là où les populations ont difficilement accès à la médecine conventionnelle ; 3) le soutien aux initiatives communautaires en vue de fournir des alternatives économiques viables aux populations qui ont du mal à vivre dans un environnement qui se dégrade.

1. Formation dans les domaines de la santé et du développement

Conscient que la pénurie de personnels de santé qualifiés dans les zones rurales prive une part importante de la population de l'accès à des soins de qualité, ralentit les progrès sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable et contrarie les aspirations liées au but de la santé pour tous, Enda-Madesahel, en partenariat avec l'Institut de Santé et Développement (ISED), s'efforce de promouvoir une réforme des systèmes de santé qui porte sur la quantité, la qualité et la pertinence des prestataires. Ces deux institutions offrent une gamme étendue de formation, de la licence au doctorat en santé publique. C'est ainsi qu'en 2016, 18 médecins, chirurgiens-dentistes et pharmaciens, dont 27 % de femmes venant du Mali, du Niger et du Sénégal, ont régulièrement suivi les sessions de formation en vue de l'obtention du Diplôme d'études spéciales (DES) en santé publique (4 ans) ; 13 médecins, pharmaciens, travailleurs sociaux venant du Congo Brazzaville, du Niger, et du Sénégal ont suivi le master en santé publique (2 ans). Le cours sur la prévention et la lutte contre le paludisme a concerné 25 médecins chefs de district dont 20 % de femmes et 61 superviseurs des soins de



santé primaire sénégalais, et 25 médecins ont également été formés dans le domaine du suivi-évaluation.

2. Préservation et conservation des ressources de la biodiversité

L'action d'Enda-Madesahel s'inscrit dans l'esprit de la VISION 2050 du plan stratégique de la diversité biologique 2011-2020 qui promeut la valorisation, la conservation, la restauration et l'utilisation avec sagesse de la diversité biologique. La conservation des espèces rares ou menacées a amené Enda-Madesahel, devant l'évidence de l'érosion de la diversité végétale, à procéder à l'entretien des essences viables sur le long terme, en constituant des réservoirs de plants et de graines qui permettent d'éviter l'extinction de certaines espèces. Compte tenu des ressources limitées, les mesures de conservation ont été réalisées en premier lieu pour des espèces choisies parmi les espèces dites prioritaires ayant une importance pour la santé et la subsistance des communautés. C'est ainsi qu'en 2016, une nouvelle plante (*Morinda*



citrifolia) a été introduite dans le conservatoire botanique. La banque de graines a été renforcée avec une nouvelle espèce (*Spondias mombin*) portant son potentiel à 94 espèces; 1 881 pieds de plantes obtenus à partir de semis (36 espèces) et de boutures (4 espèces) ont servi au renforcement des communautés villageoises. L'information et l'éducation du public à la biodiversité a aussi été du nombre des actions menées. Pour nombre de personnes, la biodiversité demeure bien difficile



à identifier, tout comme il est malaisé d'en apprécier la fragilité pour comprendre la nécessité de la préserver. D'où l'intérêt des ateliers verts qu'organise Enda-Madesahel, qui visent à créer des moments d'échange et

de convivialité afin de partager une meilleure connaissance de la nature. Enda-Madesahel a accueilli et encadré 65 élèves, étudiants, touristes dans le cadre des visites de découverte et d'apprentissage qu'elle a organisées cette année.

3. Soutien aux initiatives communautaires bénéfiques à la santé

Les nombreuses initiatives entreprises par les communautés pour relever le défi de la pauvreté sont autant d'opportunités à saisir pour s'engager dans un véritable partenariat avec elles et répondre aux besoins ressentis par des activités socio-économiques plus respectueuses de la diversité végétale et favorables à la santé. Enda-Madesahel a consolidé son partenariat avec les groupements de Nianiar, Poponguine, Keur Matar Guèye, Darou Fanay Diop, Keur Ousmane Kane et Tallagne (300 producteurs de plantes médicinales). Cette action s'est traduite par la production de 4,25 tonnes de matières végétales de qualité qui ont été fournies à Enda-Madesahel pour un montant de 2 995 125 FCFA (environ 4 500 euros).

4. Promotion de l'usage rationnel des plantes médicinales

L'usage répandu et croissant de la médecine traditionnelle pose des problèmes sanitaires en terme de sécurité, d'efficacité, de qualité et d'usage rationnel. Ces défis doivent être relevés pour faciliter le développement du potentiel de la médecine traditionnelle en tant que source de soins de santé. D'où l'intérêt de la démarche d'Enda-Madesahel qui procède, par une approche méthodologique, à l'encadrement de la culture et de la collecte des plantes médicinales, à leur conservation et à leur conditionnement selon des directives de l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS), et qui dispose aussi d'un système de phyto-pharmacovigilance de ses produits. Au cours de cette année, 16 plantes (*Zanthoxylum zanthoxyloïdes*, *Cassia italica*, *Moringa oleifera*, etc.) ont été conditionnées sous forme de tisanes, de poudre et d'huile. C'est ainsi que 323 312 infusettes pouvant traiter 24 895 patients contre la diarrhée, l'asthme, la dermatose, l'amibiase, etc., ont été distribuées dans 78 postes de santé privés et 217 pharmacies, de même que 963 sachets de phytonutriments, ainsi que 318 flacons d'huile de Ben pour le traitement des dermatoses.

Fondé en 1982 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endapronat.org>]

Lieux d'intervention : Zone des Niayes, vallée du Fleuve et régions de Fatick et de Tambacounda au Sénégal.

Domaines d'intervention :

- création d'espaces de concertation en zone rurale
- réduction de l'utilisation des pesticides dans l'agriculture
- formation aux techniques de l'agriculture saine et durable
- lobbying et plaidoyer contre l'introduction des OGM en Afrique

En 2016, Enda Pronat a mis le focus, avec les communautés de base, sur la réappropriation de la gouvernance locale et sur le plaidoyer pour influencer les politiques publiques en matière de sécurisation foncière et de promotion de l'agroécologie.

1. Le combat pour une réforme foncière qui sécurise les sociétés paysannes

Dans un contexte marqué par une réforme foncière qui annonçait, au début du processus en 2014-2015, l'immatriculation des terres et la délivrance de baux, Enda-Pronat s'est beaucoup mobilisée ces dernières années pour la défense des intérêts de la communauté paysanne et la préservation des ressources au profit des acteurs locaux. Après avoir facilité la mise en place du Cadre de Réflexion et d'Action sur le Foncier au Sénégal (CRAFS), en 2010, qui regroupe les organisations de la société civile sénégalaise intervenant sur les questions foncières et/ou agricoles en milieu rural, Enda Pronat a mis à profit le contexte favorable de relance du processus de réforme foncière au Sénégal (2012), pour instaurer un climat de dialogue à tous les niveaux. Cela a commencé par une série d'ateliers de sensi-

bilisation des populations sur les enjeux fonciers et les lois régissant ce domaine. A partir de ces ateliers, des plateformes locales de veille et de défense des droits des populations locales sur le foncier ont été créées en vue de contribuer au débat national sur la réforme foncière. Ainsi, avec un outil d'animation développé par des scientifiques, des propositions paysannes ont été formulées. Ce fut des étapes de dialogue et de négociation entre différentes couches sociales d'abord au niveau local. Puis, les résultats ont permis au CRAFS d'instaurer un dialogue avec les institutions sur le plan national et, ainsi, de faire remonter les idées des terroirs jusqu'aux plus hautes instances du pouvoir.

Le combat de la société civile, à travers le Cadre de Réflexion et d'Action sur le Foncier au Sénégal (CRAFS) a commencé à payer en octobre 2016, avec la prise en compte d'une bonne partie des propositions paysannes dans le Document de Politique Foncière qui a été validé au niveau national. Ce document a été remis au président de la République en avril 2017, et devra être prochainement traduit en loi foncière. Cependant, la société civile reste sur ses gardes car l'option d'immatriculation généralisée n'a pas encore été totalement





clarifiée. Il s'agit notamment de veiller à ce que la future loi foncière prenne en compte les préoccupations des sociétés paysannes, en particulier le maintien du principe de domanialement. Les principes de base défendus par les paysans sont les suivants : conserver les ressources foncières entre les mains des communautés dans l'optique d'une politique agricole basée sur un système de financement favorable au développement des exploitations familiales. La réforme doit donc rétablir un Etat garant, qui soutient et accompagne les exploitations familiales tout en appuyant une politique de développement rural intégrée afin d'atteindre la souveraineté alimentaire. La société civile plaide également pour la poursuite du processus de la réforme foncière jusqu'à la législation.

2. Le plaidoyer pour l'intégration de l'agroécologie dans les politiques nationales

En 2016, Enda-Pronat s'est également fortement impliquée dans le plaidoyer pour la promotion et l'institutionnalisation de l'agroécologie dans les politiques publiques. Une thématique qu'elle porte depuis de nombreuses années et qui avait connu quelques avancées en 2008 avec l'octroi d'une subvention de 1 milliard de FCFA par le ministère de l'Agriculture pour faciliter l'accès des exploitations familiales aux biofertilisants et aux biopesticides. Cet acquis ne s'était malheureusement pas pérennisé au-delà de deux campagnes (2010-2011), à cause des changements de gouvernements. Ainsi, il a fallu reprendre le plaidoyer avec les organisations paysannes nationales partenaires comme la FENAB. Cependant, ces dernières années, le contexte international semble beaucoup plus favorable à la promotion de l'agroécologie avec notamment une forte implication de la

FAO et d'autres institutions internationales dans l'organisation de symposiums continentaux impliquant la société civile et les gouvernements du Sud.

En 2016, Enda-Pronat a aussi organisé plusieurs événements sur l'agroécologie auxquels le ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural du Sénégal a pris part. Le plaidoyer mené par Enda en faveur de l'agroécologie s'est illustré à travers la co-organisation avec le ministère de l'atelier sous-régional sur l'agro-écologie et la sécurité alimentaire (Dakar, novembre 2016). Cet atelier a réuni plus de 200 participants (ministères, institutions de recherche, de formation, organisations paysannes, ONG, etc.) et a permis de partager les initiatives existantes et de formuler des recommandations. La co-organisation de cet atelier a contribué à renforcer le dialogue politique entre la société civile et le ministère de l'Agriculture qui reconnaît désormais les limites du système de production actuel.

Suite à cet atelier, un réseau des communes et villes vertes du Sénégal (REVES), regroupant 53 maires écologistes, a été créé dans le but de contribuer au développement de politiques territoriales fondées sur les principes de l'agroécologie et de la bonne gouvernance des ressources naturelles. Il vient d'élaborer et de valider un plan d'action pour la promotion de l'agroécologie à l'échelle nationale, mais aussi ses modalités d'application concrète dans les communes. Le président de ce réseau, Oumar Bâ (maire de la commune de Ndiob dans le département de Fatick), a espoir que bientôt tous les maires du Sénégal adhéreront à ce réseau « à travers lequel ils comptent mettre en commun leurs moyens et leurs expériences pour influencer de manière forte les codes et politiques en faveur de la restauration des sols et de la promotion de l'agroécologie ».

Fondé en 1982 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endarup.org>]

Lieux d'intervention : Dakar, Pikine, Saint-Louis (Sénégal), Ouagadougou (Burkina Faso) et Douala (Cameroun).

Domaines d'intervention :

- gouvernance urbaine participative
- lobbying et plaidoyer international
- développement de l'agriculture urbaine
- animation et mise en réseau sur l'urbain
- réalisation de systèmes d'assainissement alternatifs

Enda-Rup a mené, en 2016, diverses activités aux plans local et national et international à travers, d'une part, ses implantations institutionnelles en Afrique de l'ouest (au Sénégal à Dakar, Rufisque, Yoff-Tonghor, Bignona, Dagana et Saint-Louis ; au Burkina Faso à Ouagadougou, Ouahigouya); en Afrique centrale (au Cameroun à Douala, Bertoua et Edéa). Et d'autre part, à travers ses alliances avec les différents réseaux locaux, nationaux, régionaux et internationaux.

Par ailleurs les activités d'Enda RUP pourraient être lues en détail en fonction de plusieurs thématiques.

1. Animation et mise en réseau sur l'urbain

Enda-Rup a participé à l'animation du Comité national d'Habitat III (CNH3) et du sous-comité scientifique en direction des différents comités préparatoires II et III, ainsi que les consultations régionales au sein de la Commission économique africaine (CEA). Il est à noter que Prepcom II s'est tenu à Nairobi, lors de la 25e session du Governing Council de UN-Habitat. Enda-Rup, en collaboration avec le CNH3 du Sénégal et AURI, a organisé une session parallèle, le 20 octobre 2016, à Quito, en marge du sommet Habitat III.

Enda-Rup a aussi participé à la continuation des appels à la solidarité contre l'expulsion imminente des habitants de Douar Ouled Dim, à Rabat (Maroc). Les forces de l'ordre ont encore procédé à la destruction forcée des logements des habitants dans les banlieues de Rabat-Saleh (Maroc). De nombreux logements ont été détruits, laissant les populations sans aucune ressource. Des destructions qui continuent, les habitants vivent sous une menace constante d'expulsion.

Soutenir les citoyens dans leur droit légitime à disposer de leurs terrains et de préserver leur activité agricole est apparu à Enda-Rup comme une nécessité. D'où la nécessité de se mobiliser contre la prédation foncière et exprimer toute sa solidarité avec les habitants victimes d'expulsions forcées et déloyales. Les organisations qui sont comme Enda-Rup signataires de cet appel sont : ATTAC Maroc ; Droit au logement (France) ; No Vox international; AMDH/ Paris Ile de France ; ATMF (France) ; ACSUR Catalunya ; Observatoire de la Dette dans la Globalisation, Catalogne ; CGT Andalusia ; Confédération paysanne France.

2. Lobbying et plaidoyer international

La 5e édition de la Semaine africaine de l'eau (Africa Water Week) a offert à Enda-Rup l'occasion de représenter le réseau ANEW (des organisations africaines de la société civile) au sein du comité de pilotage du secrétariat exécutif d'AMCOW (African Ministerial Conference on Water). Cette rencontre a facilité l'organisation d'un débat axé sur la contribution africaine à la définition des orientations pour les Objectifs de développement durable (ODD) dans le secteur de la gestion des ressources en eau. L'organisation de Urban Thinkers Campus, par ONU-Habitat et le General Assembly of Partners du World Urban Campaign, dont Enda-Rup est membre, a organisé lors du sommet Habitat III à Quito (Equateur), le 16 octobre 2016, son assemblée générale, ainsi que le renouvellement de ses instances. Quant à HIC, la Coalition internationale pour l'habitat dont Enda-Rup est un membre fondateur, elle a également tenu son assemblée générale à l'occasion de son 40e anniversaire, le 15 octobre 2016, en marge du sommet de Quito.

3. Réalisation de systèmes d'assainissement alternatifs

Enda-Rup a procédé à la mise en œuvre du volet système d'assainissement semi-collectif du quartier Samsam 3 à Pikine dans la Commune de Diamaguène-Sicap-MBao (région de Dakar) pour lutter contre la vulnérabilité des populations et renforcer la résilience du quartier face aux risques récurrents d'inondation à Samsam 3 de la Commune de Diamaguène-Sicap-MBao dans la ville de Pikine. Des activités de maîtrise d'œuvre sociale, d'IEC, d'ingénierie de marketing social ont ainsi été réalisées par Enda-Rup.

La valorisation d'un nouveau modèle de gestion déléguée du système semi-collectif initié pour la première fois au Sénégal, par Enda-Rup, dans plusieurs localités et repris comme option technologique par l'ONAS, en partenariat avec WSP (Programme eau et assainissement de la Banque mondiale) dans huit autres communes dans la région de Dakar. (phrase incomplète ?)

4. Développement de l'agriculture urbaine et familiale

Enda-Rup-Burkina Faso a poursuivi ses activités en 2016, en collaboration avec le ministère de l'Environnement et deux écoles primaires de Nagreogo et de Boorgho, avec des activités de formation sur le jardin hors-sol et sur les bonnes pratiques agricoles. Ensuite Enda-Rup-Burkina Faso a procédé, à petite échelle, à la promotion de l'agriculture hors-sol, au niveau de deux autres écoles primaires. Quelques grandes étapes démonstratives du jardin hors-sol ont été appréhendées par les élèves (préparation de la pépinière, pépinière, repiquage, croissance, etc.), de même que la récolte des produits maraîchers du jardin hors-sol. Dans cette optique, la continuation de la mise en œuvre d'un champ communautaire de 8 hectares a été menée par Enda-Rup-Burkina Faso. Au cours de la campagne agricole 2016, les bénéficiaires ont mis en culture avec succès les 8 ha au niveau des communes de Nagreogo et de Boorgho.



enda-santé

Fondé en 1988 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.enda-sante.org>]

Lieux d'intervention : Sénégal, Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Conakry, Guinée-Bissau, Mali et Niger.

Domaines d'intervention :

- actions de sensibilisation et de lutte contre le VIH/Sida
- prévention des risques liés aux maladies infectieuses
- assistance médicosociale en santé sexuelle et reproductive
- lobbying et plaidoyer pour l'accès des plus démunis aux soins de base



Les domaines d'intervention d'Enda-Santé sont : les actions de sensibilisation et de riposte au VIH/sida, la prévention des risques liés aux maladies infectieuses, les actions de sensibilisation et de réponse en matière de santé sexuelle et reproductive, l'appui aux savoirs communautaires en santé (nutrition, plantes médicinales, environnement), la recherche et la production d'informations stratégiques, ainsi que le plaidoyer pour l'accès des plus démunis aux soins de base et le respect de leurs droits. En 2016, Enda-Santé a mis en œuvre près de 10 projets au Sénégal et coordonné deux initiatives régionales en Afrique de l'ouest qui ont permis à des populations particulièrement vulnérables d'accéder à l'information et aux services de santé dont elles avaient besoin, tout en valorisant leurs droits, leurs capacités et leurs savoir-faire. Nous avons choisi d'illustrer ce travail multi-facettes en présentant un aperçu de quelques projets et de leurs réalisations en 2016.

1. Frontières et vulnérabilité au VIH en Afrique de l'Ouest (FEVE), un projet multi-pays qui ne cesse de gagner en envergure et de se réinventer grâce à

son réseau d'acteurs qui innove et partagent leurs expériences.

Depuis son lancement dans quatre pays en 2008, le projet FEVE offre des services de prévention, de dépistage et de soin de qualité aux populations les plus vulnérables au VIH et renforce les capacités des acteurs ainsi que les systèmes de santé dans un nombre grandissant de pays. En 2016, le projet a commencé à opérer en Côte d'Ivoire, tout en jouant un rôle pivot dans les réponses nationales de 8 autres pays : le Burkina Faso, le Sénégal, le Niger, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, la Gambie, la Guinée, et le Mali. 2016 a été une année charnière pour FEVE avec la signature de la 3e phase du projet (2016-2020) entre Enda Santé et le Grand-Duché de Luxembourg, partenaire historique de cette initiative régionale. A cette occasion, un fonds d'innovation et d'impulsion de 150 000 Euros a été lancé : il aura pour vocation de faire émerger, d'identifier et d'appuyer des solutions concrètes et innovantes pour accélérer la réponse au VIH et faciliter l'accompagnement des populations les plus vulnérables. 2016 a aussi été une année de mise en œuvre qui a permis à 3500 personnes issues des populations clés d'accéder

à des consultations médicales, à 4093 personnes d'être dépistées et de connaître leur statut sérologique, et à 173 des 268 personnes dépistées positives d'accéder au traitement antirétroviral. La force du projet FEVE est de mettre en réseau les acteurs de la société civile et les institutions gouvernementales de 9 pays et de favoriser les échanges de compétences et de savoir-faire. En 2016, des formations, des ateliers et des visites d'échange ont permis aux organisations membres du réseau de renforcer



leurs capacités, notamment sur la prise en charge des usagers de drogues. La collaboration transfrontalière s'est également renforcée particulièrement entre les partenaires au Sénégal, en Gambie et en Guinée Bissau ; ce qui permet de favoriser la prise en charge des populations transfrontalières, vulnérables au VIH.

2. Droits Humains et VIH : travailler avec les Parlementaires Africains pour mieux lutter contre le VIH.

Enda-Santé est l'une des quatre organisations de la société civile qui mettent en œuvre le programme « Supprimer les barrières légales », une initiative coordonnée par le PNUD et financée par le Fonds Mondial dans dix pays d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud. Le renforcement de l'environnement légal et de l'accès à la justice sont au cœur de ce programme qui vise à prévenir la discrimination et les atteintes aux droits des personnes vivant avec le VIH et des populations clés, et améliorer leur accès aux services de dépistage et de soins. Dans le cadre du projet, Enda-Santé est en charge du plaidoyer à l'endroit des parlementaires et de la coordination des activités au Sénégal, en Côte-d'Ivoire et au

Nigéria. Afin de sensibiliser les parlementaires africains sur l'importance d'un environnement légal propice à la réponse au VIH et renforcer leurs capacités d'action, Enda-Santé a organisé en 2016 un atelier régional dans le cadre duquel 60 représentants ont été formés sur le VIH et les droits humains et ont pu échanger sur les lois et sur les stratégies et actions mises en place dans les différents parlements pour avancer leur révision en suivant une approche basée sur les droits humains. Enda-Santé a également produit un guide de formation et un outil d'orientation politique à l'attention des parlementaires africains qui présentent des outils et proposent des exemples concrets d'actions à prendre au niveau des parlements pour renforcer l'environnement légal. Au Nigéria, après avoir coordonné l'évaluation du cadre juridique relatif au VIH et aux populations clés, Enda-Santé a organisé un exercice de planification nationale qui a permis à toutes les parties prenantes, y compris des représentants des populations clés et du gouvernement, d'élaborer un plan d'action collectif dont la mise en œuvre permettra de renforcer l'environnement politique et légal pour une réponse plus effective au VIH.

3. L'approche communautaire au cœur de la prise en charge de la malnutrition avec le projet « Lekk Faju ».

Dans le cadre de ce projet, Enda-Santé travaille au plus près des communautés et des groupements producteurs de femmes. Il s'agit de s'appuyer sur les savoirs et pratiques communautaires pour contribuer à améliorer l'état sanitaire et nutritionnel des populations dans des départements sénégalais où la malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans est particulièrement préoccupante. Mis en œuvre dans les régions de Kaolack, Thiès, Fatick, et Tambacounda, le projet a déjà permis, en 2016, la création de 13 jardins communitaires, la mise en place de 147 tables de culture, la production de 7 858 kg de plantes médicinales et de 21 299 kg de légumes dont une partie a été consommée localement et le reste commercialisé. Des formations et ateliers ont aussi renforcé les savoirs, capacités et pratiques sur la préservation de la biodiversité, la production et la conservation des semences paysannes. Enfin, la mise en place de greniers de l'enfant et l'organisation d'ateliers nutritionnels et de repas communautaires ont amélioré l'alimentation de 1 908 enfants et de leurs mères.

Liste des entités d'enda dans le monde

Ethiopie

M. Haimainot DESALEGNE

Addis Abeba – Ethiopie
P.O. Box 25718 Code 1000 Addis Abeba - Ethiopia
Tel.: (251-1) 1416 88 95 - (251-1) 1426 20 04
Fax: (251-1) 51 45 80
E-mail: enda-eth@ethionet.et
Madagascar (ex Océan indien)

Madagascar (ex Océan indien)

M. Olivier RALAIHARIVONISON

Antananarivo - Madagascar
B.P. 1467 Antananarivo - Madagascar
Tél.: (261 32) 40 457 48 - (261 20) 22 261 64
Fax: (261 20) 22 61 74
E-mail: dr@enda.mg /endaoui@simicro.mg
Web : <http://www.enda-madagascar.org>

Colombie

Mme Maria Victoria BOJACA

Bogotá – Colombie
Calle 33 No. 16-22 Teusaquillo - Bogotá - Colombia
Tel. (571) 283 9575 - (571) 338 3140
Fax: (571) 285 66 28
E-mail: endacol@etb.net.co

Bombay

M. Virup PANWALKER

New Bombay – Inde
5, Vashi Saphalya CHS, Sector 9A, Vashi Vashi Navi
Mumbai 400703, New Bombay - Inde
Tel.: (91 -22) 27 66 19 02
Fax: (91 -22) 27 65 88 97
E-mail: vgpanwalker@gmail.com

Europe

Mme Claire DE RASILLY

Paris – France
5, rue des immeubles industriels
75011 Paris - France
Tél.: (331) 44 93 87 40 / Fax: (331) 44 93 87 50
E-mail: contact@enda-europe.org
Web : www.enda-europe.org

Interarabe

Mme Bahija BEN ABDALLAH

Tunis – Tunisie
Route de Bizerte Km3 immeuble Cherifa,
Bloc Acité Ettahrir 2042 –Tunisie
Tél. : (216) 71 51 33 40 / 71 51 33 27
Fax : (216) 71 51 33 32
email: info@endarabe.org.tn/ mpctn@yahoo.fr
Web : www.endarabe.org.tn

Mali

M. Soumana COULIBALY

Bamako – Mali
Oulofobougou, rue 424, porte N° 200
B.P. 3123 Bamako - Mali
Tél.: (223) 20 22 55 64
Fax : (223) 20 23 25 93
E-mail: enda-mali@cefib.com

Dominicana

M. Mamerto VALERIO

Santo Domingo – République dominicaine
B.P. 3370, Santo Domingo-República Dominicana
Tél.: (1 - 809) 385-0421
Fax: (1 - 809) 385-2359
E-mail: direccion@endadom.org.do
Web: <http://www.Funredes.org/endacaribe/>

Vietnam

M. Ngo Huy LIEM

Ho Chi Minh City – Vietnam
C2 Buu long St, Cu Xa Bac Hai, district 10,
Ho Chi Minh City - Vietnam
Tel.: (84-8) 9700243
Fax: (84-8) 9703273
E-mail : endavietnam@viettel.vn

Maghreb

M. Hamid CHRIFI

Rabat – Maroc
18, Rue Aguelmane Sidi Ali, Appt 4, Agdal, Rabat
Tél.: (212) 537 680 673 / Fax: (212) 537 683 469
E-mail: endamaghreb@enda.org.ma /: www.enda.org.ma

Liste des entités d'enda basées au Sénégal

Diapol (Prospectives dialogues politiques)

M. Mamadou MBENGUE

Dakar – Sénégal
Sacré-Coeur Transition 4, Villa n° 8773
Dakar Sénégal
Tél. : (+221) 33 869 99 48
Fax : (+221) 33 825 36 32
Email: contact@endadiapol.org
Web: <http://www.endadiapol.org>

Eau populaire

M. Malal TOURE

Dakar – Sénégal
Mermoz Pyrotechnie, Cité des Administrateurs Civils
Immeuble N° 13, 2ème étage, Droite / BP 17072,
Dakar - Sénégal
Tél. : (+221) 33 869 99 48
Fax : (+221) 33 860 41 39
Email: malal@endatiersmonde.org
Web : www.enda-eau.org

Ecopole

M. Oumar TANDIA

Dakar – Sénégal
Complexe Sicap Point E Imm. B 2ème étage
B.P. 21394 Dakar - Ponty
Tél. : (+221) 33 825 97 39
Fax : (+221) 33 860 51 33
Email: ecopole@endatiersmonde.org
Web: <http://www.endatiersmonde.org/ecopole>

Ecopop (Espaces de Coproduction des Offres Populaires)

M. Mamadou Bachir KANOUTE

Dakar – Sénégal
Complexe Sicap Point E Imm. B 2ème étage
B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tel. : (221) 33 859 64 11
Fax : (221) 33 864 68 32
Email: ecopop@endatiersmonde.org
Web : www.endaecopop.org

Energie

M. Sécou SARR

Dakar – Sénégal
54 rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tél. : (+221) 33 822 24 96 / 33 822 59 83 / 33 889 34 28
Fax : (+221) 33 821 75 95
Email: enda.energy@orange.sn
Web: <http://www.endaenergie.org>

Graf - Sahel et Afrique de l'Ouest

M. Emmanuel Seyni NDIONE

Dakar – Sénégal
B.P. 13069 Grand Yoff, Dakar - Sénégal
Tél.: (+221) 33 827 20 25
Fax: (+221) 33 827 32 15
Email: endagrafsahel@endagrafsahel.org
Web: <http://www.grafsahel.org>

Jeunesse Action

M. Aimé BADA & M. Pierre Marie COULIBALY

Dakar – Sénégal
54, rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tél.: (+221) 33 889 34 20 / 33 889 34 21 / 33 889 34 24

Fax: (+221) 33 823 51 57
Email: jeuda@endatiersmonde.org
Web: <http://www.endatiersmonde.org/eja>

Lead Afrique francophone

M. Moussa Mbaye GUEYE

Dakar – Sénégal
54, rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tél.: (+221) 33 889 34 30 / 33 889 34 31 / 33 889 34 32
Fax: (+221) 33 821 75 95 / 33 823 51 57
Email: info@leadinafrica.org
Web: www.leadfrancophoneafrica.org

Madesahel (Méthodes Appliquées au Développement du Sahel)

M. Mame Thierno Aby SY

Mbour – Sénégal
BP 29881 Dakar-Yoff
Tel / fax : (+221) 957.15.33 (Mbour)
(+221) 820.98.80 (Dakar)
Email: madesahel@madesahel.org
Web www.madesahel.org

Pronat (Protection Naturelle)

Mme Mariam SOW

Dakar – Sénégal
54, rue Carnot / B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tél.: (221) 33 889 34 39 / 33 889 34 37
Fax: (221) 33 823 51 57
Email: pronat@endatiersmonde.org
Web: <http://www.endapronat.org>

Rup (Relais pour le Développement Urbain Participé)

M. Malick GAYE

Dakar – Sénégal
Complexe Sicap Point E Imm. B 2ème étage
B.P. 27 083 Malick SY, Dakar - Sénégal
Tél.: (221) 33 869 99 48 / Fax: (221) 33 860 51 33
Email: rup@endatiersmonde.org
Web : <http://www.endatiersmonde.org/rup>

Santé

M. Daouda DIOUF

Dakar – Sénégal
56, COMICO VDN Liberté VI Extension
B.P. 3370 Dakar – Sénégal
Tél. : (+221) 33 867 02 62
Fax : (+221) 33 823 51 57
Email: dioufda@endatiersmonde.org
Web : <http://www.enda-sante.org>

Cacid (Centre africain pour le commerce, l'intégration et le développement)

M. Cheikh Tidiane DIEYE

Dakar – Sénégal
73, Rue Carnot
B.P. 6879 Dakar - Sénégal
Tél.: (+221) 33 821 70 37 - 33 823 57 54
Fax: (+221) 33 823 57 54
Email: cdieye@endatiersmonde.org
Email: info@endacacid.org
Web : www.endacacid.org



enda

**45 ans d'alternatives
pour de véritables
transformations sociétales**

© 2017 - réseau enda tiers monde - secrétariat exécutif
www.endatiersmonde.org
se@endatiersmonde.org
BP:3370-Dakar-Sénégal

Nos partenaires



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

